



Nations Unies - Programme Alimentaire Mondial

Analyse et Cartographie de la Vulnérabilité

TCHAD

**Enquête rapide sur la situation socio-économique
et alimentaire des déplacés et des populations
hôtes à l'Est du Tchad**

Mars 2007

Version Finale



SOMMAIRE

Résumé	4
1 – Introduction	6
2 - Objectifs et Méthodologies	6
2.1 – Objectifs	6
2.2 – Méthodologies	6
2.2.1 – Echantillonnage	6
2.2.2 – Collecte et analyse des données	8
2.2.3 – Limitation de l'étude	9
3 - Contexte socio-économique à l'Est du Tchad & Historique de la crise	9
3.1 – Contexte socio-économique	9
3.2 – Historique de la crise	10
4 – Contexte socio-économiques dans les sites de déplacés	11
4.1 – Estimation du nombre de personne par sites	11
4.2 – Profil démographie des sites	12
4.3 – Analyse descriptives des services sociaux de base (Santé - Eau - Hygiène)	14
4.4 – Biens & Activités génératrices de revenus	16
4.5 – Approvisionnement des marchés – Evolution des prix	18
4.6 – Structures des dépenses ménages	19
5 – Sécurité Alimentaire & stock de céréales pour la consommation alimentaire	21
5.1 – Stocks céréaliers	21
5.2 – Analyse de la Consommation alimentaire des ménages	21
5.3 – Détermination des classes de vulnérabilité des ménages à l'insécurité alimentaire	23
5.4 – Risques et stratégies de gestion & Priorités des ménages	25
5.4.1 - Risques et stratégies de gestion	25
5.4.2 – Principales priorités des populations	26
6 – Santé & Nutrition	27
7 – Autres assistance humanitaire	28
7.1 – Assistance alimentaire aux déplacés et populations hôtes	28
7.2 – Assistance non alimentaire	29
8 – Conclusions et Recommandation	30
9 – Annexe I	31

Membres de l'Equipe d'enquête

Honoraires enquêteurs et nutritionnistes			
	Nom et prénoms	Agence / Ministère	Lieu d'affectation
1	Ibrahima Diop	PAM	Chef de Mission
2	Etienne Kississou	PAM	Superviseur
3	Jean Pierre Mantel	PAM	Officier de sécurité
4	Djangbei Djemil	PAM	Officier de sécurité assistant
5	Alain Koualao	PAM	Enquêteur
6	Daniel Radoumadji Djimadingar	PAM	Enquêteur
7	Dainro Ndoukoubou	Ministère de l'agriculture	Enquêteur
8	Docteur Paul	Ministère de l'agriculture	Enquêteur
9	Dobingar Sartébaye	Ministère de l'agriculture	Enquêteur
10	Masrangar Kibget	Ministère de l'agriculture	Enquêteur
11	Onetangarti M. Odette	Ministère de l'agriculture	Enquêteur
12	Idriss Nouradine	Ministère de l'agriculture	Enquêteur
13	Ahmed Dougouna	Ministère de l'agriculture	Enquêteur
14	Oumar Yakoub	Ministère de l'agriculture	Enquêteur
15	Hindou Oumarou Ibrahima	Association Féminine de développement	Enquêteur
16	Idriss Soumaine	Ministère de la santé	Nutritionniste
17	Lacsala Radandi	UNICEF	Nutritionniste
18	Jean Boniface Dokayo	IRD	Enquêteur
19	Hassan Sanoussi	HCR	Enquêteur
20	Djimadoun Bassa	PU (Première Urgence)	Enquêteur
21	Mahamat Saleh Sati	PU (Première Urgence)	Enquêteur
22	Ibrahim Hassan	PU (Première Urgence)	Enquêteur
23	Djifidi Jonas	PU (Première Urgence)	Enquêteur

Résumé

La méconnaissance du nombre de déplacés ainsi que de leur situation alimentaire et socio-économique rendait difficile la mise en place d'une stratégie d'intervention à court et moyen terme. C'est devant cette situation et des informations faisant état de la détérioration de la situation alimentaire, qu'il a été décidé d'organiser une enquête rapide de terrain pour mieux évaluer les conditions actuelles de vie de ces personnes.

Il ressort de cette enquête que la situation socio-économique et alimentaire des déplacés reste très précaire. Elle varie cependant d'un site à un autre en fonction de l'assistance alimentaire et non alimentaire reçue par les déplacés.

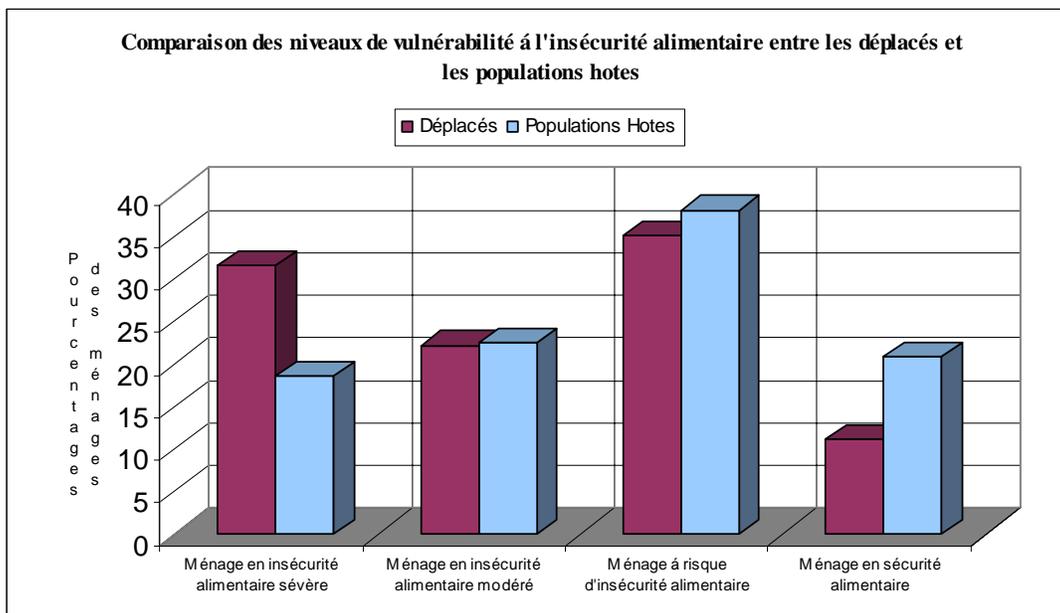
L'analyse des résultats de l'enquête montre que le niveau de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire reste plus marqué dans les sites des déplacés n'ayant pas encore reçu d'assistance alimentaire (Gouroukoun, Kerfi, Marena/Tiere et Koubigou). Dans ces sites, plus de 45% des ménages sont en insécurité alimentaire sévère ; alors que sur l'ensemble de l'échantillon, nous avons une moyenne de 31.6%. Les populations hôtes présentent le plus faible taux de ménages en insécurité alimentaire sévère (18.6%).

Il faudra interpréter avec précaution le niveau de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages dans les sites des déplacés ayant reçu l'aide alimentaire avant le passage de l'enquête. Dans ces sites, l'aide alimentaire reçue a permis de rehausser le niveau de sécurité alimentaire, mais cette aide étant ponctuelle, ce niveau pourrait se rabaisser une fois que les ménages auront épuisé ce stock.

Les sites de Goungour, Gassiré, Goz Bagar et Ideter présentent les taux les plus élevés de ménages en sécurité alimentaire, respectivement 14, 15, 15.2, et 18%. Le premier site abrite des déplacés qui ont intégré le village d'accueil depuis l'année dernière. Les 3 autres sites ont bénéficié de l'aide alimentaire en février 2007.

Les sites de Marena/Tiéro et de Gourougoun ont un besoin immédiat d'assistance alimentaire. Le nombre de ménage en insécurité alimentaire sévère est très élevée, respectivement 51.2 et 46.8%.

Une comparaison des niveaux de vulnérabilité entre les populations hôtes et les déplacés montre que la situation est moyennement la même avec un léger avantage pour les populations hôtes. En effet, la proportion des ménages en sécurité alimentaire est de 20.8% pour les populations hôtes contre 11.1% pour les déplacés, ceux à risques sont de 38.1% pour les populations hôtes contre 35.1% pour les déplacés. La grande différence est observée au niveau des ménages en insécurité alimentaire sévère où les populations hôtes présentent un taux de 18.6% contre 31.6% chez les déplacés.



Les conditions de vie actuelles des déplacés sont très difficiles. Elles varient d'un site à un autre en fonction de l'assistance reçue de la part des humanitaires et/ou des populations hôtes. Celles des populations hôtes sont moins graves du fait qu'elles sont bien intégrées dans leur milieu, bien qu'elles soient obligées de le partager avec les déplacés.

94% des déplacés vivent dans des abris en paille et/ou en tiges de mil dont 20% sont sans chaumes (toitures), 6% disposent de bâche comme type d'habitat. Ces abris en paille et/ou en tiges de mil ne seront pas

efficaces en saison des pluies (les premiers épisodes pluvieux ont lieu en début mai dans la zone d'Am Timan et Goz Beida).

La principale source d'eau est le puits non protégé ou les ouadis pour 40.5% des déplacés contre 35% pour les populations hôtes. Seuls les déplacés vivant autour des camps ou de villages disposant de forage bénéficient de l'eau potable mais en quantité insuffisante. Dans les sites de Ideter, Goungour, Marena/Tiéro et Kerfi, 100% des ménages boivent l'eau des Ouadis, et de puits traditionnels impropre à la consommation humaine. Dans les autres sites proches de points d'eau potable 66.5% des déplacés y ont accès. Il s'agit surtout des sites aux alentours de Goz Beida et Goz Amer.

En matière d'hygiène, la situation sanitaire est très précaire sur l'ensemble des sites d'accueil. En effet, 81.3% des déplacés font leur besoins en brousse, contre 85% pour les populations hôtes, 8% dans des latrines traditionnelles contre 15% pour les populations hôtes et 10.4% dans des latrines améliorées. En moyenne une latrine améliorée est partagée par 5 ménages ou plus chez les déplacés. Seuls les sites de Gouroukoun, Habilé, Koloma et Koubigou disposent de latrines traditionnelles ou améliorés mais utilisés par moins de 50% la population, du fait de leur insuffisance. La situation est préoccupante sur l'ensemble des autres sites où plus de 90% de la population fait ses besoins dans la nature, déplacés comme populations hôtes.

En ce qui concerne la santé, il n'existe aucune structure basée sur les sites ; seuls deux villages d'accueil disposent de centre de santé : Ardo (Mouray) et Kerfi. Ces structures fonctionnent au ralenti du fait du manque de médicaments et de personnels qualifiés. Cependant, dans plusieurs sites, les passages des cliniques mobiles sont presque quotidien (Sites autour de la ville de Goz Beida). Dans les sites de Goz Bagar, Kerfi, Ideter et Mouray, la clinique mobile est bihebdomadaire. Il n'y a pas de clinique mobile pour les sites de Marena, Tiéro et Goungour. Ces cliniques, bien qu'efficaces, n'arrivent pas à couvrir l'ensemble des besoins de santé des déplacés.

Afin de maintenir, dans l'ensemble des sites un bon niveau de sécurité alimentaire, il est important de mettre en place une stratégie d'intervention globale à court terme basée sur une distribution gratuite de l'aide alimentaire au moins pendant 3 mois dans les sites des déplacés et de développer des projets de vivre contre travail pour les populations hôtes. Ensuite des interventions basés sur des projets de vivres contre travail, vivres contre actif productifs ou de ration de protection de semences seront envisagés à l'issue d'une évaluation du niveau d'intégration et de sécurité alimentaire des déplacés dans les sites d'accueil.

1 – Introduction

Suite à la dégradation de la situation sécuritaire à l'Est du Tchad occasionnant un déplacement massif de population, le PAM en collaboration avec certains partenaires (HCR, UNICEF, IRD, PU) a organisé une enquête de terrain couvrant l'ensemble des sites des déplacés. Cette enquête a permis de collecter des informations sur la situation alimentaire et socio-économique des déplacés et des villages d'accueil de même qu'une estimation du nombre de déplacés a été effectuée sur chaque site.

La présente enquête devrait permettre d'évaluer le niveau de sécurité alimentaire des ménages dans les sites des déplacés ainsi que des villages d'accueil et de proposer des mesures à prendre afin de parer à d'éventuelles difficultés alimentaires et/ou nutritionnelles. Elle devrait aussi permettre de comparer la situation alimentaire et socio-économique des populations hôtes par rapport aux déplacés.

Le présent rapport présente dans un premier temps, les objectifs de l'enquête ainsi que les méthodes de collecte et d'analyse des données utilisées. Ensuite, une analyse descriptive est effectuée sur le contexte socio-économique, l'historique de la crise à l'Est du Tchad ainsi que sur les sites des déplacés. Il consacre une partie importante à l'analyse des données collectées pour déterminer la vulnérabilité des ménages à l'insécurité alimentaire. Les conclusions issues de l'analyse ont conduit à la formulation de recommandations.

2 - Objectifs et Méthodologies

2.1 – Objectifs

L'analyse de la vulnérabilité portant sur les modes de subsistance et sur la sécurité alimentaire dans les camps de déplacés a pour but de fournir des réponses aux questions suivantes: quels sont les sites les plus vulnérables ? quelles sont les stratégies adoptées actuellement par les déplacés ? Pourquoi elles sont vulnérables ? quelles sont les caractéristiques principales de leur vulnérabilité ? et quelles interventions apportées ? Les objectifs spécifiques sont :

- Evaluer la situation de la sécurité alimentaire et les conditions générales des populations dans les sites ;
- Identifier les systèmes de vie et de survie des populations ;
- Caractériser les populations en insécurité alimentaire ou très vulnérables à l'insécurité alimentaire ;
- Evaluer la situation nutritionnelle des enfants;
- Evaluer les besoins d'aide alimentaire et faire des recommandations ;

2.2 – Méthodologies

Dans le souci d'avoir une meilleure appréciation de la situation de la sécurité alimentaire des déplacés, l'enquête a combiné deux outils permettant de recueillir le maximum d'information sur l'ensemble des sites. Ces outils sont constitués de focus groupe, d'enquête ménage et d'une partie nutrition incluant le rappel de consommation alimentaire des 24 dernières heures des enfants de 6 à 59 mois et de la mesure du périmètre brachial.

2.2.1 – Echantillonnage

La méthodologie d'échantillonnage appliquée à l'enquête procède d'un sondage probabiliste à deux degrés avec comme unité primaire, les sites et comme unité secondaire les ménages échantillonnés dans le site. Le nombre de sites enquêtés est fonction du besoin de complément d'information et de la représentativité géographique.

La formule suivante a été utilisée pour déterminer dans un premier temps la taille minimale requise pour l'échantillon en se fixant une marge d'erreur de 5% et un niveau de confiance de 95%.

$$n = \frac{t_{\alpha}^2 \times p(1-p) \times K}{d^2} \text{ Où}$$

n = taille de l'échantillon

$t_{\alpha} = 2$, valeur approximative qui correspond à la valeur type d'un niveau de confiance de 95% ($\alpha = 5\%$)

p = proportion estimative de l'insécurité alimentaire dans la zone

d = 0,05, valeur type d'une marge d'erreur de 5 %

K = effet de grappes (permet de corriger les erreurs éventuelles liées à la constitution des strates) dont la valeur est fixée à 2.

La valeur de p est estimée à 50%, valeur estimative de la proportion de ménages en insécurité alimentaire. Cette valeur a été obtenue après analyse des études effectuées par d'autres partenaires sur l'ensemble de la zone d'étude.

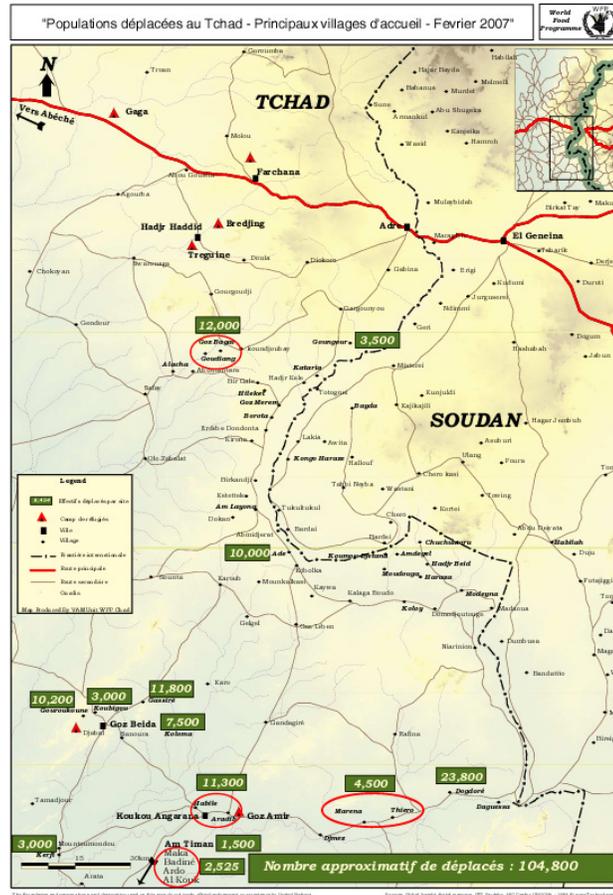
Ainsi, la taille finale de l'échantillon est de 1050 ménages dont 200 issus des villages d'accueil. Ce nombre a été réparti proportionnellement à la population des sites (cf. tableau 1). La carte 1 donne la localisation des sites de déplacés. L'échantillon a été ensuite réparti comme suit dans chaque site : un quart des enquêtés proviennent du village d'accueil et trois quart des déplacés. La taille de l'échantillon des villages d'accueil étant faible, ils ont été regroupés comme étant un seul site.

Tableau 1 : Liste des sites échantillonnés et le nombre de ménage à enquêter

Département	Localisation		Nombre approximatifs de personnes	Nombre de ménage	Taille échantillon
	SP	Site d'accueil			
ASSOUNGA	Hadjer Hadid	Goz Bagar, Goudiang	11,000	2200	100
	Adré	Goungour	6,400	1280	64
SILA	Ade	Dogdore	17,800	3560	150
	Koukou-Angarana	Marena / Tiero	7,400	1480	74
		Habile / Aradib	11,300	2260	100
	Goz Beida	Gouroukoun	10,185	2037	100
		Koubigou	2,510	502	25
		Kerfi	3,000	600	30
		Gassiré	11,800	2360	100
	Goz Beida - Kolona	7,448	1490	74	
BAHR AZOUM	Am Timan	Ideter	1,500	300	15
	Mouray	Ardo, Badiné, Al Kouk, Maka	2,000	400	20
Village d'accueil					200
TOTAL			92,343	18,469	1050

En ce qui concerne le dépistage exhaustif de la malnutrition, il n'y a pas eu d'échantillonnage spécifique ; tous les enfants de 6 à 59 mois des ménages sélectionnés ont été enquêtés. Ainsi, l'enquête a touchés 1,165 enfants, dont 284 issus des villages d'accueil.

Carte 1 : Localisation des sites des déplacés



2.2.2 – Collecte et analyse des données

L'analyse des données est fondée sur les principaux indicateurs des trois composantes de la sécurité alimentaire : disponibilité, accessibilité et utilisation alimentaire. En particulier, l'accent est mis sur la consommation alimentaire et la capacité des ménages à accéder à la nourriture. Ces indicateurs ont permis de définir les profils des ménages par rapport à la sécurité alimentaire et leur niveau de vulnérabilité. Ces indicateurs sont inhérents aux domaines suivants:

- Démographie (taille du ménage, sexe du chef de ménage);
- Accès aux services sociaux de base;
- Productions agricoles et stocks dans les ménages ;
- Elevage ;
- Activités génératrices de revenus ;
- Dépenses ménages ;
- Consommation alimentaire ;
- Chocs et stratégies de réponse développées par les ménages;
- Situation nutritionnelle des enfants de 6 à 59 mois.

La consommation alimentaire des ménages est l'élément fondamental dans l'analyse des données. Elle est analysée selon la diversité, la fréquence de consommation des produits alimentaires et leur mode d'acquisition (propre production, achat, don, aide alimentaire...) en utilisant la méthode «Diète et Diversité». Cette méthode utilise un classement standard des aliments en 8 groupes (cf. tableau 2). A chaque groupe d'aliments correspond un facteur de pondération qualitatif qui traduit sa valeur énergétique. Ce facteur de pondération est basé sur la densité des nutriments contenus dans les aliments consommés.

Un tableau présentant les fréquences de consommation alimentaire exprimées en nombre de jours pendant lesquels les aliments ont été consommés durant la dernière semaine précédant l'enquête a été constitué. Les fréquences de consommation de chaque groupe d'aliments ont été pondérées puis le Score de Consommation Alimentaire (SCA) a été déterminé pour chaque ménage. L'application de cette méthode requiert l'utilisation des seuils qui fixent les limites des classes de consommations alimentaires. En effet, **une consommation alimentaire d'un ménage est très pauvre** quand le SCA est inférieur à 20. Elle est pauvre si le SCA est compris entre 20 et 25, **moyenne ou acceptable** pour un SCA compris entre 25 et 35. La **consommation alimentaire est bonne** quand la valeur du SCA est supérieure à 35.

La détermination du niveau de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire est obtenue en faisant une analyse multivariée. Le niveau de consommation alimentaire est la **variable dépendante** et les autres indicateurs sont les variables indépendantes (stock de céréales pour la consommation, origine des aliments consommés - propre production, achat, dons, aides – part des dépenses alimentaires sur les dépenses totales, les dépenses per capita, les revenus per capita, la vente de bétail pour des raisons alimentaires, les chocs et stratégies de gestion des chocs). Ces variables sont susceptibles de refléter la situation courante de la sécurité alimentaire.

Tableau 2 : Coefficient de pondération des aliments

Groupes d'aliments	Coefficient de pondération	Aliments consommés dans les ménages
1. Aliments de base (céréales, tubercules)	2	Mil, sorgho, riz, maïs et tubercules
2. Légumineuses et oléagineux	3	Pois de terre, haricot, arachide et sésame
3. Protéines végétales	1	Feuilles et légumes
4. Fruits	1	Mangue, pastèques et dattes
5. Protéines animales	4	Viande, volaille, œuf et poisson/crustacés
6. Sucres	0.5	Sucre et produits sucrés
7. Produits laitiers	3	Lait, fromage et yaourt
8. Huile et graisse	0.5	Huile de cuisson

2.2.3 – Limitation de l'étude

Cette enquête a quelques limites; notamment du point de vue dépistage exhaustif de la malnutrition avec utilisation du "périmètre brachial". Bien qu'une précaution ait été prise de faire exécuter la mesure du périmètre brachial par deux personnes, ces données doivent être interprétées avec prudence ; car la manipulation du ruban peut être source de biais. Cependant, tous les enfants de 6 à 59 mois des ménages sélectionnés ont été enquêtés. Ainsi, l'enquête a touché 1,165 enfants dont 284 issus des villages d'accueil. Sur l'ensemble des sites le nombre d'enfants mesurés représente approximativement 12% de la population totale des enfants de 6 à 59 mois.

L'échantillon des villages d'accueil paraissait très faible pour certains gros villages telle que Dogodoré, Goz Beida, Koukou Angrana et enfin Kerfi. Ainsi, pour l'analyse, l'ensemble des villages d'accueil a été considéré comme un site.

Il faut signaler aussi l'existence de biais sur les réponses des enquêtés notamment sur les questions suivantes :

- Nombre de personnes accueillies par le ménage ;
- Perte de bétail ;
- Dépense du ménage.

Certains ménages ont tendance à exagérer sur les réponses pour bénéficier de plus d'aide alimentaire.

3 - Contexte socio-économique à l'Est du Tchad & Historique de la crise

3.1 – Contexte socio-économique

La région du Ouaddaï situé dans l'Est du Tchad entre les 11° et 14° nord, s'étend sur 76,240 km². Il se subdivise en quatre départements : Sila, Assongha, Ouara et Djourf Al Ahmar.

Le climat y est sahélien au nord et sahélo soudanien au Sud avec l’alternance d’une saison sèche et d’une saison pluvieuse. La pluviométrie annuelle oscille entre 400 mm au nord à 950 mm au Sud. La végétation dans la partie nord du département d’Ouara est faite de pseudo steppe et de savane arbustive clairsemée. Les sols sont de faible fertilité à cause des recouvrements sableux et offrent ainsi un potentiel agricole limité. Le Sud de la région, constitué du département du Sila et de la partie méridionale du Djourf Al Ahmar enregistre une pluviométrie annuelle supérieure à 500 mm atteignant, dans l’extrême sud, 950 mm durant les années de bonne pluviosité. La végétation est du type savane arborée.

Selon le RGPH¹ de 1993 La population du Ouaddaï était de 543,900 habitants. Elle est estimée au 31 décembre 2006 à 700,000 habitants sur la base du taux national de croissance de 2.5%. La densité de la population est globalement faible. Les données du RPGH indiquent que celle-ci varie de 0,7 hbts/km² à Adré, à 2,7 hbts/km² à Am - Dam. Le rapport de masculinité est de 81%. La population est très jeune, près de 53% à moins de 15 ans.

Le Ouaddaï renferme de nombreux groupes ethniques parlant des langues différentes mais ayant tous, en commun la religion musulmane (Ouaddaïen, Massalite, Arabes, For et Dajjo).

Les potentialités agricoles qui déterminent en grande partie les conditions de vie des populations varient sensiblement quand on passe d’une zone à l’autre dans la région du Ouaddaï. Dans la zone s’étendant au Nord de la ville d’Abéché, on estime à moins de 1% de la superficie les terres aptes à l’agriculture.² La partie centrale de la région, Adré, Sud d’Abéché et Am Dam, est doté d’un potentiel agricole très variable avec 10 à 15 % des superficies aptes à l’agriculture. Dans la partie méridionale, les potentialités agricoles sont très intéressantes (plus de 30%).

Le Ouaddaï a un taux de scolarisation inférieur à 10%. Dans le domaine de la santé, les indicateurs disponibles signalent qu’on compte 0.6 médecin, 0.9 Infirmier diplômé et 0.1 Sage Femme pour 100,000 habitants.

La répartition de la population active par secteur d’activité indique que 91 % de celle-ci relève du secteur primaire. Cette frange de la population vit à la fois de l’agriculture et de l’élevage. Le reste, essentiellement nomades, pratique uniquement l’élevage. Au Nord et dans la partie centrale de la région ce sont les cultures céréalières sous pluie, l’élevage et le maraîchage qui dominent. Dans la partie Sud, s’ajoute à celles-ci, la culture céréalière de décrue (Berbéré).

Le secteur secondaire qui se limite principalement aux activités de construction et de production d’électricité ne concerne que 1% de la population. Le reste est absorbé par le commerce et les services (administration, ONG, etc.). Ces deux catégories sont essentiellement urbaines.

3.2 – *Historique de la crise*

La frontière entre le Tchad et le Soudan, peuplée essentiellement de Ouaddaïen, Massalite, Arabes, For et Dajjo, a toujours été poreuse avec des mouvements de populations réguliers de part et d’autre. Les relations entre ces différents groupes étaient relativement bonnes jusqu’en 1999, date des premiers affrontements entre tribus. Ces affrontements se sont intensifiés, avec le déclenchement de la rébellion Soudanaise au Darfour en 2003. Mais au-delà des problèmes inter-ethniques, il faut tenir compte de quelques faits pour comprendre la situation. Lors de l’éclatement du conflit au Darfour en 2003, les rebelles Soudanais avaient pratiquement une base arrière au Tchad. Les autorités soudanaises ont alors soutenu les rebelles tchadiens en leur offrant bases et armes. Ce sont ces alliances croisées qui ont favorisé le pourrissement de la situation dans la zone.

Les rebelles Tchadiens menèrent plusieurs attaques en 2005, entrecoupées de périodes d’accalmie toute relative. L’absence de réponse de la part du gouvernement Tchadien après la première vague d’attaques donna aux agresseurs un sentiment d’impunité et de confiance pour continuer leurs actions. Ces attaques sont perpétrées par plusieurs groupes, difficilement identifiables, allant des Janjaweed soudanais et tchadiens, en passant par des bandits sans obédience claire et des rebelles Tchadiens, avec le même objectif : le vol de bétail. Les agresseurs n’hésitent pas à tuer quiconque tente de résister aux attaques. Ces attaques ont créé des déplacements de plusieurs villages dans les zones plus sécurisées ou il y’a une présence de l’armée Tchadienne.

Depuis décembre 2005, des affrontements entre les forces armées tchadiennes et des groupes rebelles, et des attaques de milices contre la population civile, continuent de déstabiliser l’est du pays. Cette situation a entraîné une insécurité généralisée avec comme conséquence un déplacement massif des populations à l’intérieur du pays.

¹ Recensement Général de la Population et de l’Habitat

² Source : GTZ et Délégation régionale du Ministère du Plan. Plan de Développement – Le Ouaddaï/Biltine vers l’an 2005. Janvier 1998.
VAM + M&E Unit, WFP CHAD

Pour faire face à la situation, le Gouvernement tchadien a maintenu l'état d'urgence dans les trois régions de l'Est qui jouxtent la frontière avec le Soudan (le Ouaddaï, le Wadi Fira et le Salamat), ainsi qu'à N'Djamena.

Le 24 décembre 2006, le Gouvernement et une faction du groupe rebelle connu sous le nom de FUC (Front Uni pour le Changement) ont signé à Tripoli un accord prévoyant, entre autres, l'intégration des éléments armés du FUC dans les forces armées et la gendarmerie tchadienne. Les autres groupes rebelles, notamment l'Union des forces pour la démocratie et le développement (UFDD), le Rassemblement des Forces Démocratiques (RFD) et le Socle pour le Changement, l'Unité nationale et la Démocratie (SCUD), n'ont pas signé cet accord. Ainsi, ils ont poursuivi leurs activités tout au long des mois décembre 2006, janvier et février 2007 avec l'attaque de la ville d'Adre en début février 2007.

Bien que la violence associée aux activités rebelles se poursuive, il convient de noter que, dans l'ensemble, les rebelles ne s'attaquent pas aux civils. Les milices, par contre, les prennent pour cible. Une conséquence directe de la violence actuelle et des attaques des milices contre des populations tchadiennes a été l'accroissement du nombre de personnes déplacées dans l'est du Tchad. Ce nombre, évalué à 92,000 en décembre 2006, s'établissait à près de 100,000 en fin février 2007. La plupart de ces nouveaux mouvements de population se sont produits dans le département de Sila. Par contre, le nombre de réfugiés dans l'ensemble de l'est du Tchad n'a pas changé. Ils sont toujours environ 232,000 dont 220,000 dans 12 camps.

4 – Contexte socio-économiques dans les sites de déplacés

4.1 – Estimation du nombre de personne par sites

Pour l'estimation du nombre de déplacés, la méthodologie suivante a été utilisée :

1. Définir des clusters (ensemble d'abri) plus ou moins égaux;
2. Comptage des abris dans un cluster choisi au hasard;
3. Echantillonner 5% des abris dans le cluster choisi;
4. Calculer le nombre de personnes dans les abris échantillonnés;
5. Déterminer le nombre moyen de personnes par abri en divisant le nombre de personnes dans les abris échantillonnés par le nombre total d'abris dans le cluster;
6. Multiplier cette moyenne par le nombre total d'abri dans le Cluster. Ce qui nous donne le nombre de personne approximatif dans le cluster;
7. Multiplier enfin le nombre de personnes dans le cluster par le nombre de cluster dans le site ce qui nous donne le nombre approximatif de personne dans le site.

Ainsi, cette méthode a permis d'estimer le nombre d'habitants dans chaque site (cf. tableau ci-dessous colonne A). Certains sites très dispersés tels que Aradib, Habile et Dogdoré, le nombre de cluster a été réduit afin de pouvoir estimer le nombre d'habitants. Les sites juxtaposés avec les villages d'accueils tels que Kerfi, Koloma, Ardo, Al Kouk, l'estimation a probablement intégré aussi des populations autochtones.

Pour les sites de Goungour, les données ont été obtenues auprès du chef de village car les déplacés ont complètement intégré le village. Il n'a pas été possible de distinguer les cases des autochtones à celles des déplacés. Signalons que ces déplacés ont intégré le village de Goungour depuis l'année dernière.

Afin de contrôler les valeurs obtenues par la méthodologie ci-dessus, nous avons combiné le nombre de personnes enquêtés dans le site et le pourcentage des ménages échantillonnés. La colonne B du tableau ci-dessous donne le nombre de personne approximatif par site en utilisant cette méthode .

Le tableau ci-dessous donne le nombre de personnes par site sur l'ensemble des sites visités.

Département	Localisation		Colonne A : Nombre de personnes estimées par sites	Colonne B : Nombre de personnes estimées par sites	
	SP	Site d'accueil			
ASSOUNGA	Hadjer Hadid	Goz Bagar, Goudiang	12,000	11,900	
		Alacha - alentours	Site Vide	Site Vide	
	Adre	Adre/Mahardjan	120	Site Vide	
	Borota	Borota	Site Vide	Site Vide	
		Goungour	3,500	3,680	
SILA	Ade	Ade	Site non visité (10,000)	Site Vide	
		Dogdore/Tour	23,800	20,500	
	Koukou-Angarana	Marena / Tiero	4,500	6,740	
		Habile / Aradib	11,300	14,200	
	Goz Beida	Gouroukoun	10,200	11,500	
		Koubigou	3,000	3,560	
		Kerfi	3,000	4,140	
		Gassiré	11,800	10,020	
			Goz Beida (Koloma)	7,500	8,180
	BAHR AZOUM	AM Timan	Am Timan (IDETER)	1,500	1,660
Mouray		Maka	500	700	
		Badiné	225	302	
		Ardo	800	1,000	
		Al Kouk	1,000	1,040	
TOTAL			104,800	99,122	

Maka est un village qui a été brûlé par les Janjawids, les populations sont cependant restées sur place. Pour Adré Mahardjan, les populations ont été victimes des attaques rebelles de début février 2007, elles aussi restée dans la ville de Adré.

4.2 – Profil démographie des sites

Pour mieux appréhender le profil démographique des populations déplacées et hôtes, les membres du ménage ont été divisés en quatre catégories d'âges : les moins de cinq ans, ceux dont l'âge est compris entre 6 et 12 ans, 13 à 59 ans, et plus de 59 ans. Cette catégorisation permet de voir la représentativité au sein du ménage des moins de 5 ans ; des enfants ayant l'âge d'aller à l'école, des membres actifs du ménage et enfin des vieillards.

Sur l'ensemble de l'échantillon, les femmes représentent 55% de la population des déplacés, elles sont 54% dans la population hôte. En termes de démographie, les actifs (13-59 ans) représentent 37% chez les déplacés contre 41% pour la population hôte, les moins de 5 ans représentent 33% chez les déplacés contre 24% de la population hôte. Les enfants ayant l'âge d'aller à l'école (6-12 ans) sont 27% chez les déplacés contre 31% chez les populations hôte. Enfin, les vieillards représentent 3% de la population des déplacés contre 4% pour la population hôte. Les femmes sont majoritaires sur l'ensemble des groupes. La taille moyenne des ménages est de 4 personnes pour les déplacés contre 6 pour la population hôte.

Le nombre de femmes chefs de ménages est de 22.3% contre 15% chez les populations hôtes. Le site de Gouroukoun présente le plus grand nombre de femmes chefs de ménages (34.1%) suivi Goz Bagar (32%) et Aradib (30%). Sur l'ensemble de l'échantillon, 86% des chefs de ménages sont mariés, 3.7% divorcés et 10.3% sont des veufs (es) dans les sites des déplacés. Les veuves sont très représentatives dans les sites de Dogdoré (16.2%) et enfin Marena/Tiéro 10%.

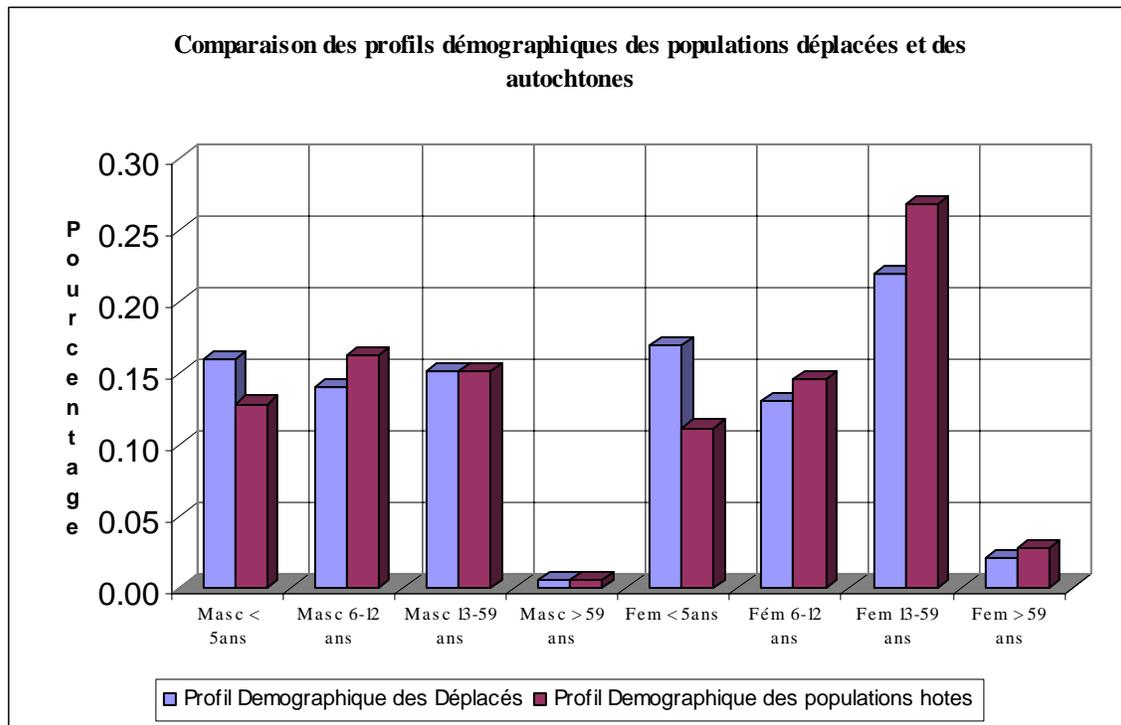


En moyenne, 12% des ménages des déplacés ont accueilli au moins une personne dans leur ménage après le déplacement, ils sont 21% chez les populations hôtes à avoir accueilli des déplacés. Ces personnes sont soit des orphelins, soit des personnes ayant perdu contact avec leurs familles depuis le début du conflit, soit des parents. Cette situation est plus présente dans les sites de Goungour (8%), Kerfi (10%) et enfin Koubigou (8%).

Il n'a pas été facile d'obtenir le nombre d'habitants des villages d'accueil. Le plus souvent les autorités exagèrent sur les chiffres. Cependant, en se basant sur le dernier recensement de la population du Tchad de 1993, nous avons pu estimer les populations de ces villages. En termes de démographie, tous des villages d'accueil ont au moins accueilli le triple leur population, sauf Maréna, Tiéro et Kerfi. Ces derniers ont accueilli le double de leur population. La ville de Goz Beida et ses alentours ont accueilli le quintuple de leur population. Cette situation montre que la pression sur les ressources naturelles devient plus importante alors qu'elles étaient déjà fragilisées du fait d'un manque crucial de stratégies adaptées à la protection et à la valorisation des ressources naturelles.

Le graphique ci-dessous donne une comparaison des profils démographiques des déplacés et des populations hôtes.

Graphique 1 : Comparaison des profils démographiques des populations déplacées et des populations hôtes



La comparaison des profils démographiques fait ressortir une forte prédominance des enfants de moins de cinq ans tous sexes confondus chez les déplacés, contrairement à la tranche d'âge 6-12 ans qui est légèrement plus importante chez les populations hôtes.

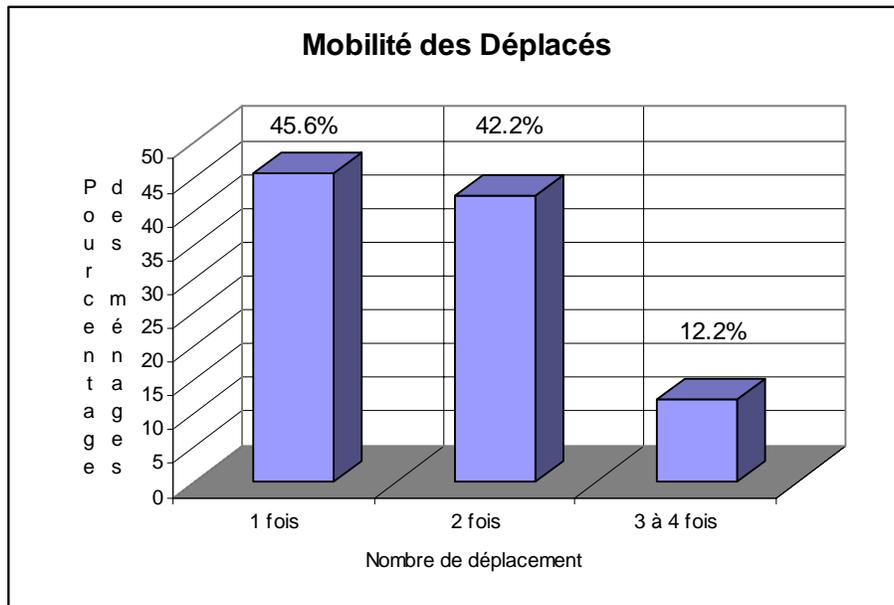
4.3 – Analyse descriptives des services sociaux de base (Santé - Eau - Hygiène)

Les conditions de vie actuelles des déplacés sont très difficiles. Elles varient d'un site à un autre en fonction de l'assistance reçue de la part des humanitaires et/ou des populations hôtes. Celles des populations hôtes sont moins graves du fait qu'elles sont bien intégrées dans leur milieu, bien qu'elles sont obligées de le partager avec les déplacés.

70% des déplacés se sont installés à plus de 10 km de leurs villages d'origine. Ils sont 28.5% à trouver refuge à moins de 10 km de leurs villages d'origine. Les déplacés les plus éloignés de leur village d'origine (> 10 km) sont plus nombreux dans les sites de Goungour (64%), Marena/Tiéro (56%), Dogdoré (22.2%) et enfin Habilé (18%). L'ensemble des déplacés du site Ideter ont changé de département. Ils ont quitté le département du Sila dans la région du Ouaddai pour s'installer dans le département de Bahr Azoum de la région du Salamat.

42.2% des déplacés ont eu à changer deux fois de lieux d'accueil et 12.2% 3 à 4 fois. Seuls 45.6% ont bougé une seule fois. Les populations qui se sont déplacées plusieurs fois sont localisées dans les sites de Aradib, Goz bagar, Kerfi et Koubigou. Dans ces sites un quart de la population a changé de lieu d'accueil au moins trois fois.

Graphique 2 : Mobilités des populations déplacés



94% des déplacés vivent dans des abris en paille et/ou en tiges de mil dont 20% sont sans chaumes (toitures), 6% disposent de bâche comme type d'habitat. Ces abris en paille et/ou en tiges de mil ne seront pas efficaces en saison des pluies (les premiers épisodes pluvieux ont lieu en début mai dans la zone d'Am Timan et Goz Beida).

La principale source d'eau est le puits non protégé ou les ouadis pour 40.5% des déplacés contre 35% pour les populations hôtes. Seuls les déplacés vivant autour des camps ou de villages disposant de forage bénéficient de l'eau potable mais en quantité insuffisante. Dans les sites de Ideter, Goungour, Marena/Tiéro et Kerfi, 100% des ménages boivent l'eau des Ouadis, et de puits traditionnels impropre à la consommation humaine. Dans les autres sites proches de points d'eau potable 66.5% des déplacés y ont accès. Il s'agit surtout des sites aux alentours de Goz Beida et Goz Amer.



En matière d'hygiène, la situation sanitaire est très précaire sur l'ensemble des sites d'accueil. En effet, 81.3% des déplacés font leurs besoins en brousse, contre 85% pour les populations hôtes, 8% dans des latrines traditionnelles contre 15% pour les populations hôtes et 10.4% dans des latrines améliorées. En moyenne une latrine améliorée est partagée par 5 ménages ou plus chez les déplacés. Seuls les sites de Gouroukoun, Habilé, Koloma et Koubigou disposent de latrines traditionnelles ou améliorées mais utilisés par moins de 50% la population, du fait de leur insuffisance. La situation est préoccupante sur l'ensemble des autres sites où plus de 90% de la population fait ses besoins dans la nature, déplacés comme populations hôtes. Le site de Dogdoré doit être une priorité, car étant le site le plus peuplé, et risque d'être enclavé en début de saison des pluies. Il faut signaler qu'aucun membre de ménage n'utilise de savon après être allé aux toilettes.

En ce qui concerne la santé, il n'existe aucune structure basée sur les sites ; seuls deux villages d'accueil disposent de centre de santé : Ardo (Mouray) et Kerfi. Ces structures fonctionnent au ralenti du fait du manque de médicaments et de personnels qualifiés. Cependant, dans plusieurs sites, les passages des cliniques mobiles (gérées par les ONGs) sont presque quotidiens (Sites autour de la ville de Goz Beida). Dans les sites de Goz Bagar, Kerfi, Ideter et Mouray, la clinique mobile est bihebdomadaire. Il n'y a pas de clinique mobile pour les sites de Marena,

Tiéro et Goungour. Ces cliniques, bien qu'efficaces, n'arrivent pas à couvrir l'ensemble des besoins de santé des déplacés.

Il faut noter qu'il n'y a pas une grande différence du point de vue accès aux services sociaux de bases pour les déplacés comme pour les populations hôtes. Du point de vue santé les déplacés bénéficient de clinique mobile alors que ce n'est pas le cas pour la population hôte dans la plupart des sites.

4.4 – Biens & Activités génératrices de revenus

La visite de quelques abris effectuée durant l'enquête a permis de se rendre compte de l'absence presque totale d'équipements domestiques et agricoles au niveau des sites de déplacés. En effet, les biens d'équipements domestiques et agricoles les plus disponibles au niveau des déplacés sont : La houe (21.6%), hache (49.6%), machette (13.7%), petits ustensiles de cuisines (98%) et enfin nattes (85%). Les populations hôtes ne sont pas plus nantis car vivant elles aussi dans une pauvreté généralisée. Cependant, ils disposent de plus d'équipements domestiques et agricoles.

Tous ces biens domestiques comme agricoles sont rudimentaires. Ce manque d'équipements domestiques et agricoles est plus présent dans les sites où le nombre de ménages ayant effectué plusieurs déplacements est important et aussi dans les sites où les ménages se sont installés à plus de 10 km de leur village d'origine. Ce sont notamment les sites de Aradib et Ideter,



La disponibilité de bétail est aussi faible chez les déplacés; 73.8% des chefs de ménages estiment avoir perdu du bétail du fait des violences ces 4 derniers mois. Seuls 24.4% des ménages possèdent des petits ruminants (ovins, caprins) contre 54% des populations hôtes. Ils sont moins de 15% à en posséder dans les sites des déplacés de Habilé (11.3%) et Goz bagar (12%). La possession de bovins est faible, et est en moyenne 13% sur l'ensemble des sites des déplacés contre 21% chez les populations hôtes. Il faut signaler cependant que dans le site de Maka (Village brûlé par les assaillants), les populations ont pu garder leur bétail. Les asins et équins (ânes, chevaux) sont disponibles dans 48.4% des ménages des déplacés contre 63% des populations hôtes. Ce pourcentage cache de forte disparité entre site de déplacés ; en effet, il est de 67.5% à Gassiré contre 4% à Goz bagar. Il faut noter enfin l'importance de l'âne et du cheval comme moyen de transport dans ces zones ; notamment pour la collecte de bois de chauffe et la corvée d'eau.

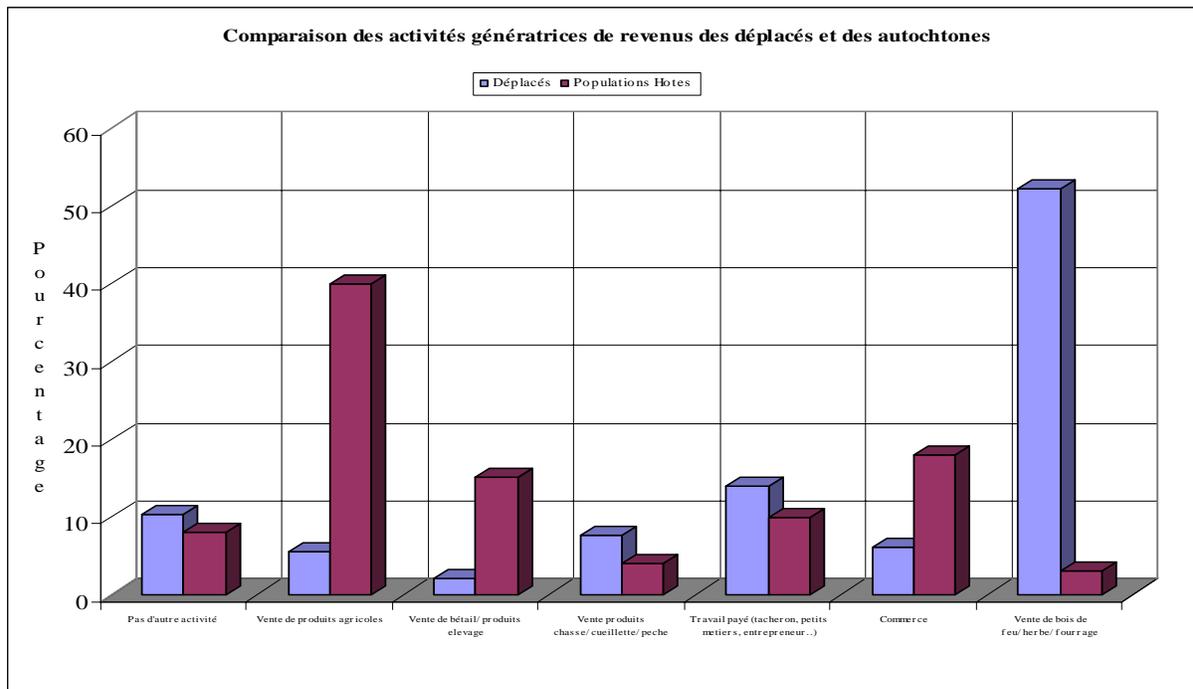
Sur l'ensemble de l'échantillon, les activités génératrices de revenus sont précaires et sont constituées essentiellement de vente de bois de chauffe, du fourrage, du bétail, et du travail journalier (tâcheron, petits métiers, entrepreneur).

L'activité génératrice de revenus la plus pratiquée par les déplacés est la vente de bois de chauffe et du fourrage. Elle occupe 53% des actifs dans les sites des déplacés. Cette activité est fortement pratiquée sur l'ensemble des sites jouxtant la ville de Goz Beida (Gassiré 80% des actifs, Gouroukoun 61.4%, Koloma 63.3% et Koubigou 64%). La seconde activité la plus pratiquée est le travail journalier (tâcheron, petits métiers, entrepreneur). Il occupe plus de 14% des actifs et est très représentatif sur l'ensemble des sites. Dans les sites du département de Am Timan (Ideter, Al kouk, Badiné et Ardo), la chasse, la pêche et la cueillette sont fortement pratiquées (33% des actifs) du fait probablement de leur proximité avec le Bahr Azoum et le Parc de Zakouma.

Chez les populations hôtes, la vente de produits agricoles est la première activité génératrice de revenus, elle touche 40% des ménages, suivie du commerce (18%), de la vente de bétail et des produits d'élevage (15%) et enfin du travail payé (10%).

Le manque d'activité génératrice de revenus touche en moyenne 10% des actifs sur l'ensemble de l'échantillon (déplacés et populations hôtes). Les sites les plus touchés par ce manque d'activité sont : Goz Bagar (24% des actifs), Ideter (20%), Aradib (20%) et Kerfi (15%).

Ces informations montrent que les déplacés essaient tant bien que mal de se procurer des revenus pour faire face aux difficultés alimentaires et aux manques d'équipements. Il faut cependant noter la précarité de ces activités génératrices de revenus. En effet, les revenus tirés de ces activités sont encore faibles et ne permettent à aucun ménage déplacé de couvrir ses besoins alimentaires sur une longue période (plus d'un mois). En effet, ils sont 86% à gagner moins de 15,000 Fcfa par mois, 13% gagnent entre 15,000 et 25,000 Fcfa, et enfin seul 1% gagne plus de 25,000 Fcfa.

Graphique 3 : Comparaison des activités génératrices de revenus des populations déplacées et des populations hôtes

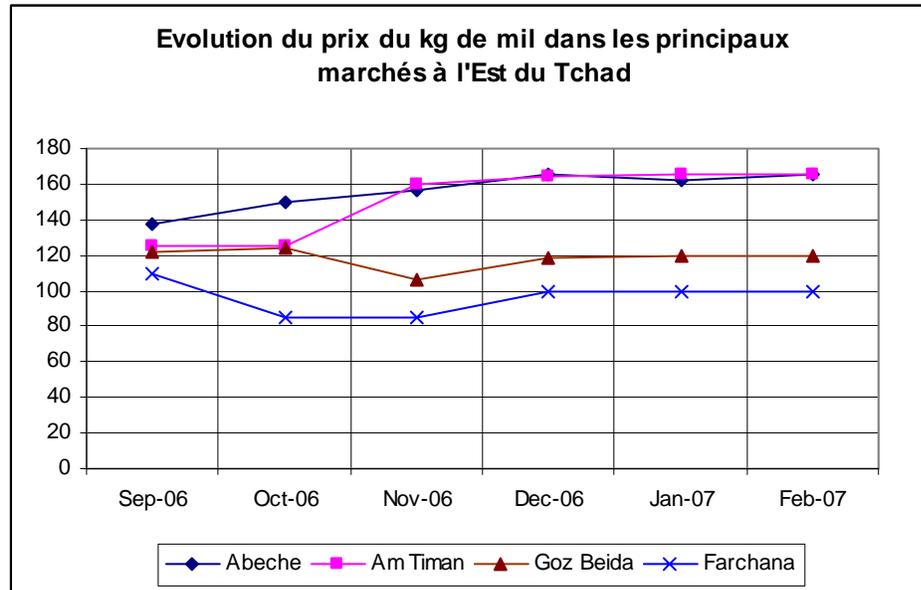
4.5 – Approvisionnement des marchés – Evolution des prix

La région du Ouaddaï compte plusieurs marchés permanents de grande importance dans chacun des départements qui la composent. De nombreux marchés hebdomadaires d'importance variée y sont également disséminés dans les villages d'importance relativement grande (Farchana, Goz Beida, Hile Ket, Borota, Arkoun, Koukou Angrana, Dogdoré, etc.).

Sur l'ensemble des sites des déplacés, le niveau d'approvisionnement des marchés en céréales est très faible. Cependant, les marchés hebdomadaires des villages proches des sites sont bien approvisionnés le jour de marchés en cas d'accalmie (pas d'attaque de rebelles ou des milices armées dans la zone). C'est le cas notamment des marchés de Arkoun (Goz bagar), Goz Beida, Koukou Angrana et enfin Dogdoré. Ce dernier a vu le flux de commerçant diminuer depuis l'instauration de taxes par les rebelles sur les produits de ventes.

Dans le Salamat (site d'Ideter, Badiné, Al Kouk et Ardo) le niveau d'approvisionnement est meilleur, et le prix du kg de mil reste inférieur à 100 Fcfa (80 Fcfa). Dans les marchés hebdomadaires du Dar Sila (axe Goz Beida, Koukou Angrana, Dogdoré), il est de 100 à 120 Fcfa le kilogramme. Ce prix oscille entre 100 et 130 Fcfa sur l'ensemble des sites d'accueil des déplacés du département du Sila.

Par rapport au reste du pays ces prix restent abordables ; car sur la même période, le prix du kilogramme de de mil est de 200 Fcfa à Mao, 175 Fcfa à Ndjamen, 180 à Mongo, 145 à Abéché, et enfin 115 Fcfa à Moundou. Le graphique ci-dessous donne l'évolution des prix sur les cinq derniers mois dans les principaux marchés avoisinant les sites des déplacés.

Graphique 4 : Evolution du prix du kilogramme de mil dans les principaux marchés à l'est du Tchad

L'analyse de ce graphique montre que la stabilité des prix sur les marchés céréaliers au Tchad, constatée depuis novembre 2006 est encore observée au mois de février 2007. Cette tendance bien que globale s'observe également dans l'Est du pays malgré son contexte particulier. Les courbes des prix du mil sur les marchés des zones d'accueil des réfugiés et des personnes déplacées de l'Est du Tchad indiquent leur maintien au même niveau depuis le début de la période analysée. Sur le marché de Goz Beida le mil est vendu au prix constant de 12,000 Fcfa le sac de 100 kg depuis le mois de novembre. A Farchana, il s'est maintenu à 10,000 Fcfa sur cette période. A Abéché et Am Timan, de très faibles augmentations sont notées entre janvier et février après des baisses d'amplitudes quasi similaires le mois précédent. Ces deux dernières localités étant des agglomérations relativement importantes, les niveaux des prix y sont plus hauts que dans les deux premières tout en respectant la tendance générale à la stabilité.

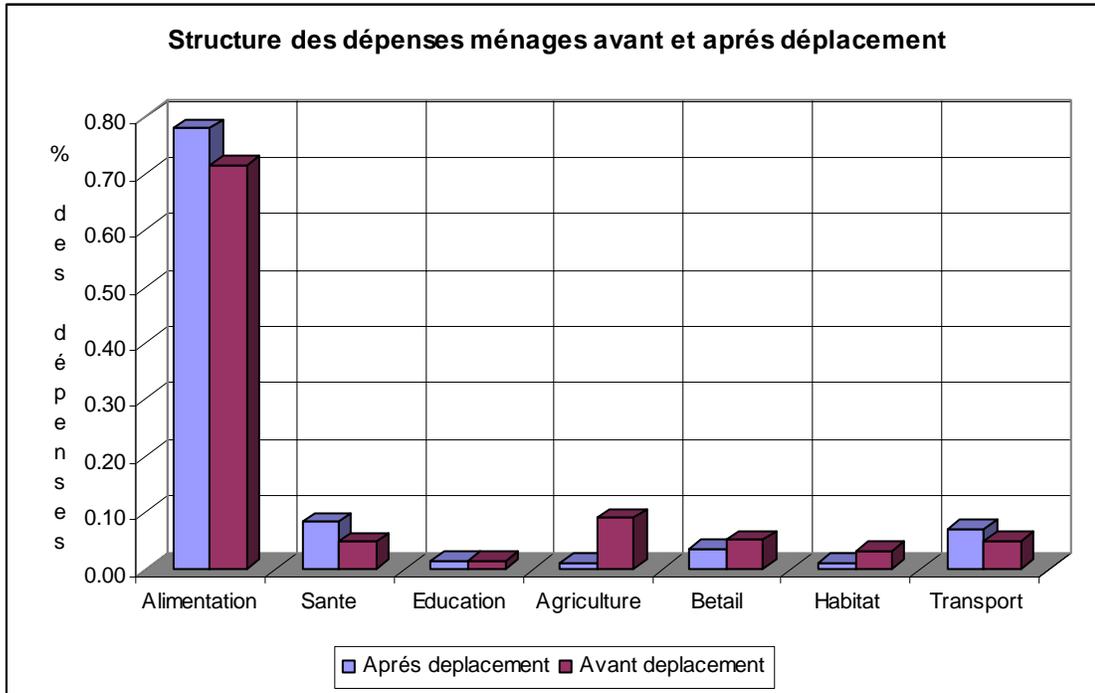
Afin de stabiliser les prix des céréales, il faudra éviter de faire des achats locaux de grande quantité sur l'ensemble des marchés à l'Est du Tchad. *Les prix des céréales pourraient augmenter si l'assistance alimentaire du gouvernement provient d'achats locaux au niveau des villes de Abéché et de Goz Beida et si l'insécurité persiste dans la zone empêchant le fonctionnement des marchés hebdomadaires.*

IL faut signaler que la plupart des déplacés s'approvisionne en céréales dans les marchés hebdomadaire en faisant du troc. Une augmentation des prix aurait sans doute une conséquence sur leur niveau d'accessibilité.

4.6 – Structures des dépenses ménages

La structure des dépenses dans les sites des déplacés est presque homogène sauf pour les dépenses de transport ou on note une légère différence entre site. En moyenne, sur l'ensemble des sites, les dépenses alimentaires viennent en première position, elles représentent 78% des dépenses des ménages ; suivies des dépenses pour le transport et de santé avec respectivement 7 et 8%. Si on compare la situation avant les déplacements, les dépenses alimentaires étaient en tête avec 72% des dépenses ménages, suivies des dépenses pour l'agriculture (9%). Les dépenses pour le bétail viennent en troisième position avec 5% (cf. graphique ci-dessous).

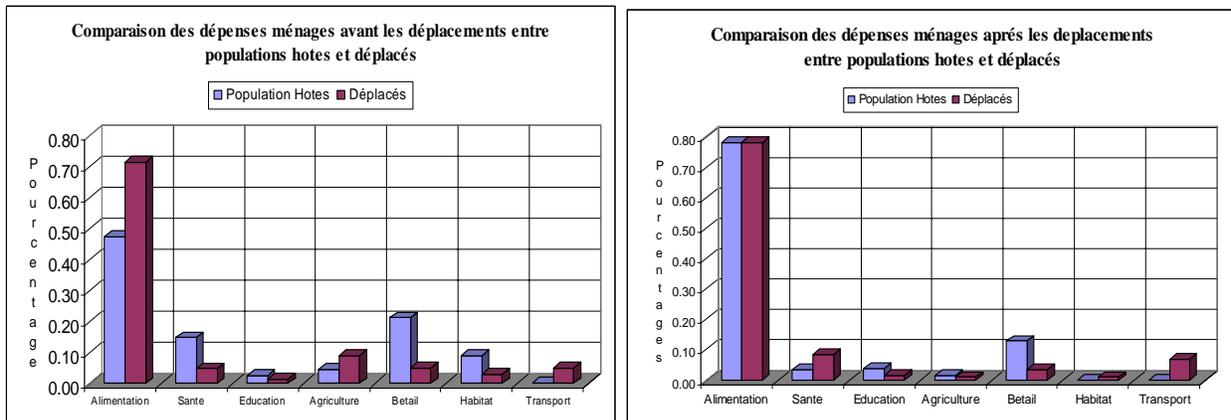
Graphique 5 : Comparaison des dépenses ménages des déplacées avant et après les déplacements



Une simple lecture de ce graphique montre que l'alimentation, la santé et le transport sont devenues actuellement de nouvelles charges pour les déplacés. Les dépenses alimentaires ont augmenté de 6% sur les deux périodes ; quant aux dépenses de santé, elles ont presque doublé après les déplacements passant de 5 à 8%. Les dépenses pour l'agriculture ont fortement diminué passant de 10% des dépenses des ménages avant les déplacements à 1% après les déplacements. On note aussi une forte diminution des dépenses pour le bétail due probablement à sa perte durant le conflit. La diminution des dépenses pour l'agriculture pourrait s'expliquer par le fait qu'on n'est pas en période de campagne agricole, comme aussi, elle pourrait être délaissée au profit des dépenses alimentaires et de santé qui sont devenues des besoins immédiats.

En ce qui concerne les populations d'accueil, le poids des dépenses alimentaires sur les dépenses des ménages est passé de 45% avant l'arrivée des déplacés à 80% après leur installation. Cette situation pourrait être la conséquence de la forte demande en nourriture sur une offre relativement faible qui était destinée à une population beaucoup plus faible. Seules les dépenses de santé ont diminuées de plus de 50% chez les populations hôtes passant de 15 à 3% des dépenses ménages. Les autres postes de dépenses n'ont pratiquement pas changé. Les graphiques ci-dessous donnent la comparaison des dépenses ménages en déplacés et populations hôtes.

Graphique 6 : Comparaison de dépenses ménages avant et après les déplacements entre populations hôtes et déplacés



La moyenne des dépenses hebdomadaires ménages sur l'ensemble de l'échantillon est inférieure à 7,600 Fcfa chez les déplacés, elle est de 13,000 Fcfa chez les populations hôtes. Soit une dépense ménage journalière de

1000 Fcfa pour les déplacés contre 2,000 Fcfa pour les populations hôtes ; ce qui veut dire qu'actuellement les personnes déplacées vivent avec un peu moins de deux dollars par jour et par ménage.

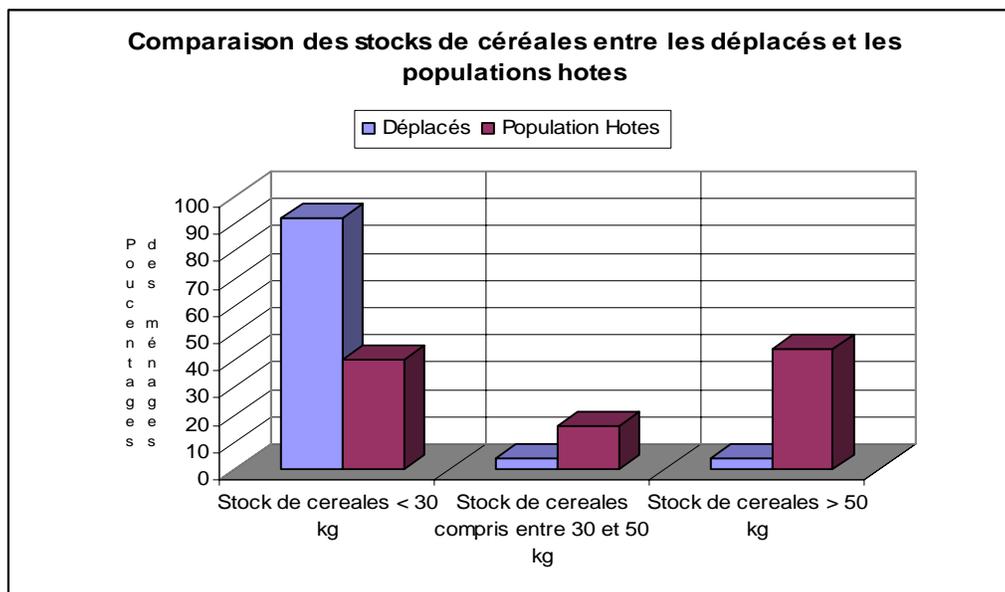
5 – Sécurité Alimentaire & stock de céréales pour la consommation alimentaire

5.1 – Stocks céréaliers

Les stocks de céréales de la dernière campagne agricole sont presque nuls pour 92% des ménages déplacés (stocks de céréales < 30 kg), ils sont 40% chez les populations hôtes à avoir ce niveau de stock. 44% des populations hôtes ont des stocks de céréales pouvant couvrir leur besoins jusqu'à la prochaine récolte. Chez les déplacés, seuls 4% d'entre eux ont un stock de céréales pouvant couvrir leur besoins jusqu'à la prochaine récolte. Ces ménages sont surtout localisés à Aradib, Habilé, Goz Bagar et Koloma.

Comme pour les céréales, les stocks d'arachide sont aussi faibles chez les déplacés. 2% des ménages ont un stock de plus de 50 kg, 1% un stock de moins de 50 kg, et 97% d'entre eux n'ont aucun stock d'arachide. En ce qui concerne les populations hôtes, 34% d'entre eux ont des stocks d'arachide supérieure à 200 kg, 8% compris en 50 et 100 kg et 58% inférieur à 50 kg.

Graphique 7 : Comparaison des stocks de céréales entre populations déplacées et des populations hôtes



5.2 – Analyse de la Consommation alimentaire des ménages

La méthode dite de "Diète et Diversité" a été utilisée pour l'analyse de la consommation alimentaire des ménages. Cette méthode a permis d'obtenir une classification de ménages en quatre classes : ménages à consommation alimentaire très pauvre, ménages à consommation alimentaire pauvre, ménages à consommation alimentaire moyenne et ménages à bonne consommation alimentaire.

Tableau 3 : Répartition des ménages par site suivant les classes de consommation alimentaire (%)

Nom Site	Consommation alimentaire très pauvre	Consommation alimentaire pauvre	Consommation alimentaire moyenne	Consommation alimentaire bonne
Aradib	40.0	26.7	23.3	10.0
Dogdore	44.4	18.2	20.2	17.2
Gassiré	50.0	15.0	20.0	15.0
Goungour	20.0	28.0	28.0	24.0
Gouroukoun	50.5	18.2	22.7	8.6
Goz Bagar	44.0	14.0	26.0	16.0
Habile	45.7	18.9	11.3	24.2
Ideter	33.3	13.3	33.3	20.0
Kerfi	52.3	15.0	20.0	12.7
Koloma	53.3	13.3	15.0	18.4
Koubigou	52.7	8.0	20.0	19.3
Marena Tchero	56.0	8.0	24.0	12.0
Mouray (Maka, Ardo, badiné, Al Kouk)	25.7	34.5	25.7	14.1
Moyenne sites déplacés	43.7	17.8	22.3	16.3
Village d'accueil	15.3	13.0	40.9	30.8

- Classe des ménages à consommation alimentaire très pauvre

Cette classe de consommation concerne 43.7% des ménages enquêtés chez les déplacés (variable de 20% à Goungour à 56% à Marena/Tiéro) contre 15.3% chez les populations hôtes. Les ménages ayant ce profil ont une alimentation basée essentiellement sur la consommation des céréales accompagnées de légumes à travers la sauce. Les céréales sont consommées tous les jours. Les ménages ont un accès faible aux protéines animales (Farine de viande séchée) qui dans certains cas ne sont consommées que 1 ou 2 fois par semaine. Les repas sont constitués généralement de céréales, d'huile et de légumes (feuilles). Le régime alimentaire des ménages n'intègre pas les légumineuses, les oléagineux, les fruits, le lait et les produits laitiers. L'équilibre alimentaire est loin d'être atteint. Les ménages de cette classe consomment rarement plus de deux repas par jour. Ils sont très représentatifs dans les sites qui n'ont pas encore reçu d'aide alimentaire, ni de la part du PAM, ni du Gouvernement (Maréna/Tiéro, Kerfi, Koubigou) de même que dans les sites Gouroukoun et Koloma.

- Classe des ménages à consommation alimentaire pauvre

Cette classe de consommation est très présente dans les sites du Salamat, notamment dans la sous-préfecture de Mouray (Maka, Badiné, Al Kouk, Ardo) où elle représente 34.5% des ménages des déplacés contre 13% des populations hôtes. Elle représente en moyenne 17.8% de l'échantillon. Les ménages ayant ce profil ont une alimentation basée essentiellement sur la consommation des céréales accompagnées de légumes et un peu de légumineuses. Les céréales et les légumineuses sont consommées tous les jours. L'accès aux protéines animales est très faible; celles-ci, dans certains cas, ne sont consommées que 3 ou 4 fois par semaine. L'huile et le sucre sont une partie intégrante du régime alimentaire et sont consommés pratiquement tous les jours. Le régime alimentaire des ménages intègre très faiblement les oléagineux, les fruits, le lait et les produits laitiers. L'équilibre alimentaire n'est pas atteint. Certains ménages des sites ayant reçu de l'aide alimentaire arrivent à consommer 3 repas par jour.

- Classe des ménages à consommation alimentaire moyenne

Cette classe concerne 22.3% des ménages des déplacés (variable de 11.3% à Habilé à 33.3% à Ideter) contre 40.9% des populations hôtes. Cette classe est constituée de ménages dont le régime alimentaire repose sur les céréales, les légumineuses, les oléagineux, les légumes, les protéines animales, le sucre et l'huile. Les produits constituant le régime alimentaire sont régulièrement consommés avec une fréquence variable de 4 à 7 jours par semaine. Ce profil alimentaire est relativement bien diversifié. Cette classe est très représentative dans les sites ayant

reçu l'aide alimentaire lors des deux derniers mois précédant l'enquête (Ideter, Goz bagar, Aradib, Dogdoré) et dans les villages d'accueil.

- **Classe des ménages à consommation alimentaire bonne**

Cette classe représente 16.3% des ménages des déplacés (variable de 8.6% à Gouroukoun à 24.2% à Habilé) contre 30.8% des populations hôtes. Le régime alimentaire des ménages de cette classe est assez varié et les fréquences de consommation des aliments sont plus élevées. Le régime alimentaire repose sur tous les groupes d'aliments. Les céréales constituant l'alimentation de base sont consommées tous les jours accompagnées de sauces riches en protéines animales. Les légumineuses et oléagineux sont aussi bien consommés de 2 à 7 jours tout comme les légumes qui sont consommés 5 à 7 jours par semaine. Le sucre et l'huile sont consommés tous les jours. Les fruits et le lait sont faiblement consommés. Les aliments consommés sont riches et sont susceptibles de couvrir les besoins nutritifs. Ce régime alimentaire est bien diversifié. Cette classe est bien présente sur l'ensemble des sites ayant reçu l'aide alimentaire lors des deux derniers mois précédant l'enquête (Aradib, Dogdoré, Gassir, Habilé, Ideter, Goz Bagar, Koloma).

5.3 – Détermination des classes de vulnérabilité des ménages à l'insécurité alimentaire

La détermination du niveau de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire est obtenue en faisant une analyse multivariée. Le niveau de consommation alimentaire est la *variable dépendante* et les autres indicateurs sont les *variables indépendantes* (Stock de céréales pour la consommation, origine des aliments consommés - propre production, achat, dons, aides – part des dépenses alimentaires sur les dépenses totales, les dépenses per capita, les revenus per capita, la vente de bétail pour des raisons alimentaires et la disponibilité de bétail). Ces variables reflètent la situation courante de la sécurité alimentaire.

Ainsi, quatre classes de niveau d'insécurité alimentaire ont été déterminées à l'issu du croisement de la variable dépendante (consommation alimentaire) et les variables indépendantes. Ces classes sont :

- Classe de ménages en insécurité alimentaire sévère (MIAS) ;
- Classe de ménages en insécurité alimentaire modérée (MIAM) ;
- Classe de ménages à risque d'insécurité alimentaire (MRIA) et
- Classe de ménages en sécurité alimentaire (MSA).

Tableau 4 : Répartition des ménages par site suivant le niveau de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire (%)

Nom Site	Ménage en insécurité alimentaire sévère	Ménage en insécurité alimentaire modéré	Ménage à risque d'insécurité alimentaire	Ménage en sécurité alimentaire
Aradib	28.1	29.7	32.2	10.0
Dogdore	27.4	15.2	44.7	12.7
Gassiré	21.2	16.3	47.5	15.0
Goungour	18.9	20.1	47.0	14.0
Gouroukoun	46.8	29.5	17.7	6.0
Goz Bagar	27.0	19.9	37.9	15.2
Habile	25.1	17.5	43.2	14.2
Ideter	26.6	18.4	37.0	18.0
Kerfi	45.8	31.3	15.7	7.2
Koloma	19.4	16.0	56.5	8.1
Koubigou	39.3	26.8	24.2	9.7
Marena Tchero	51.2	20.1	22.9	5.8
Mouray (Maka, Ardo, badiné, Al Kouk)	33.9	27.6	30.4	8.1
Moyenne	31.6	22.2	35.1	11.1
Village d'accueil	18.6	22.5	38.1	20.8

L'analyse des résultats de l'enquête montre que le niveau de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire reste plus marqué dans les sites des déplacés n'ayant pas encore reçu d'assistance alimentaire (Gouroukoun, Kerfi, Marena/Tiere et Koubigou). Dans ces sites, plus de 45% des ménages sont en insécurité alimentaire sévère ; alors que sur l'ensemble de l'échantillon, nous avons une moyenne de 31.6%. Les populations hôtes présentent le plus faible taux de ménages en insécurité alimentaire sévère (18.6%).

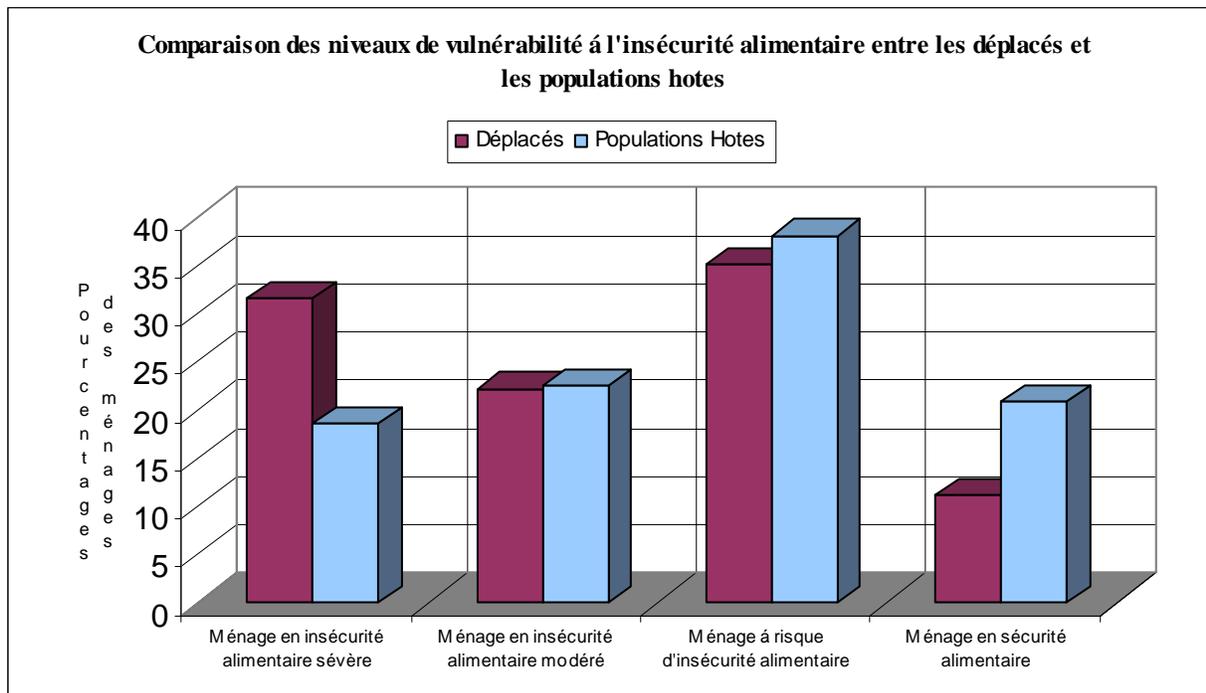
Il faudra interpréter avec précaution le niveau de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages dans les sites des déplacés ayant reçu l'aide alimentaire avant le passage de l'enquête. Dans ces sites, l'aide alimentaire reçue a permis de rehausser le niveau de sécurité alimentaire, mais cette aide étant ponctuelle, ce niveau pourrait se rabaisser une fois que les ménages auront épuisé ce stock.

Les sites de Goungour, Gassiré, Goz Bagar et Ideter présentent les taux les plus élevés de ménages en sécurité alimentaire, respectivement 14, 15, 15.2, et 18%. Le premier site abrite des déplacés qui ont intégré le village d'accueil depuis l'année dernière. Les 3 autres sites ont bénéficié de l'aide alimentaire en février 2007.

Les sites de Marena/Tiéro et de Gourougoun ont un besoin immédiat d'assistance alimentaire. Le nombre de ménage en insécurité alimentaire sévère est très élevée, respectivement 51.2 et 46.8%.

Une comparaison des niveaux de vulnérabilité entre les populations hôtes et les déplacés montre que la situation est moyennement la même avec un léger avantage pour les populations hôtes. En effet, la proportion des ménages en sécurité alimentaire est de 20.8% pour les populations hôtes contre 11.1% pour les déplacés, ceux à risques sont de 38.1% pour les populations hôtes contre 35.1% pour les déplacés. La grande différence est observée au niveau des ménages en insécurité alimentaire sévère où les populations hôtes présentent un taux de 18.6% contre 31.6% chez les déplacés.

Graphique 8 : Comparaison des niveaux de vulnérabilité entre populations déplacées et des populations hôtes



Afin de maintenir, dans l'ensemble des sites un bon niveau de sécurité alimentaire, il est important de mettre en place une stratégie d'intervention globale à court terme basée sur une distribution gratuite de l'aide alimentaire au moins pendant 3 mois dans les sites des déplacés et de développer des projets de vivre contre travail pour les populations hôtes. Ensuite des interventions basés sur des projets de vivres contre travail, vivres contre actif productifs ou de ration de protection de semences seront envisagés à l'issue d'une évaluation du niveau d'intégration et de sécurité alimentaire des déplacés dans les sites d'accueil.

5.4 – Risques et stratégies de gestion & Priorités des ménages

5.4.1 - Risques et stratégies de gestion

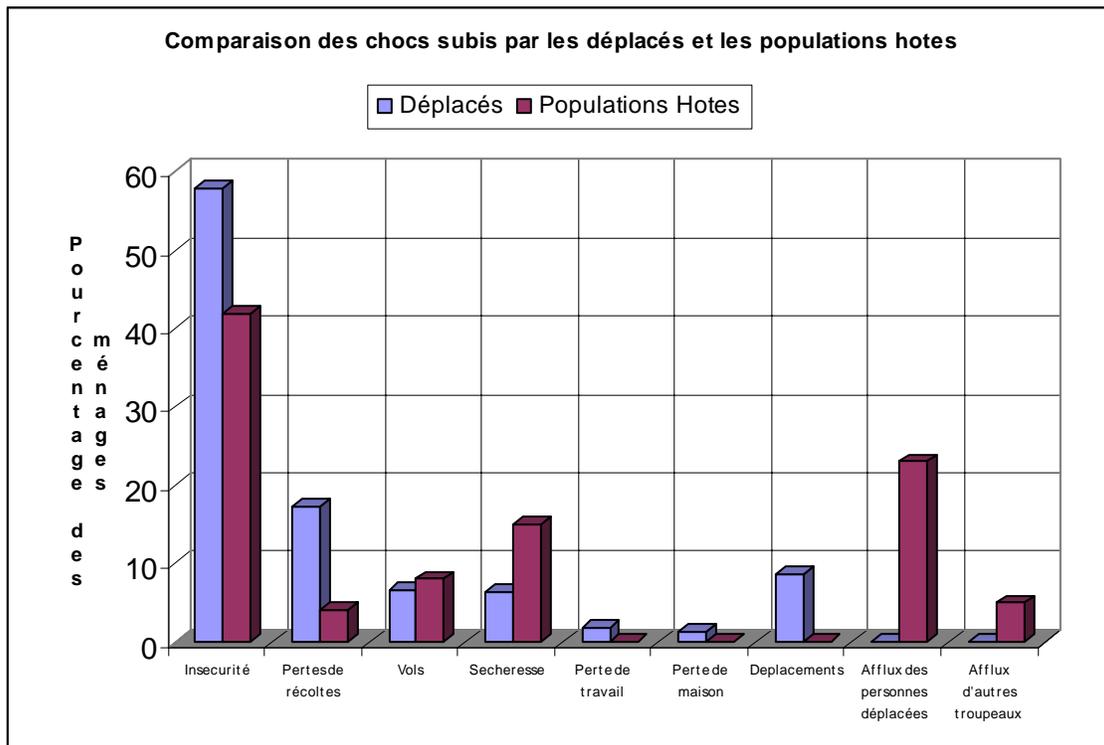
98% des ménages déplacés déclarent avoir été affectés par un choc pendant ces cinq derniers mois, ils sont 90% chez les populations hôtes ; lesquels chocs auraient eu un effet négatif sur leur situation alimentaire.

Les principaux chocs ayant eu un effet négatif sur la situation alimentaire des ménages déplacés sont : insécurité/violence/combat (58% des ménages), pertes de récoltes (17.3%), déplacements (8.6%), vols (6.6%) et enfin la sécheresse (6.4%). Dans les sites de Mouray (41.7%) et de Ideter (40%), la perte de récolte constitue le premier choc ayant affecté négativement les ménages. Dans le site de Kerfi, 45% des ménages considèrent que le déplacement est le premier choc ayant eu un effet négatif sur leur situation alimentaire.

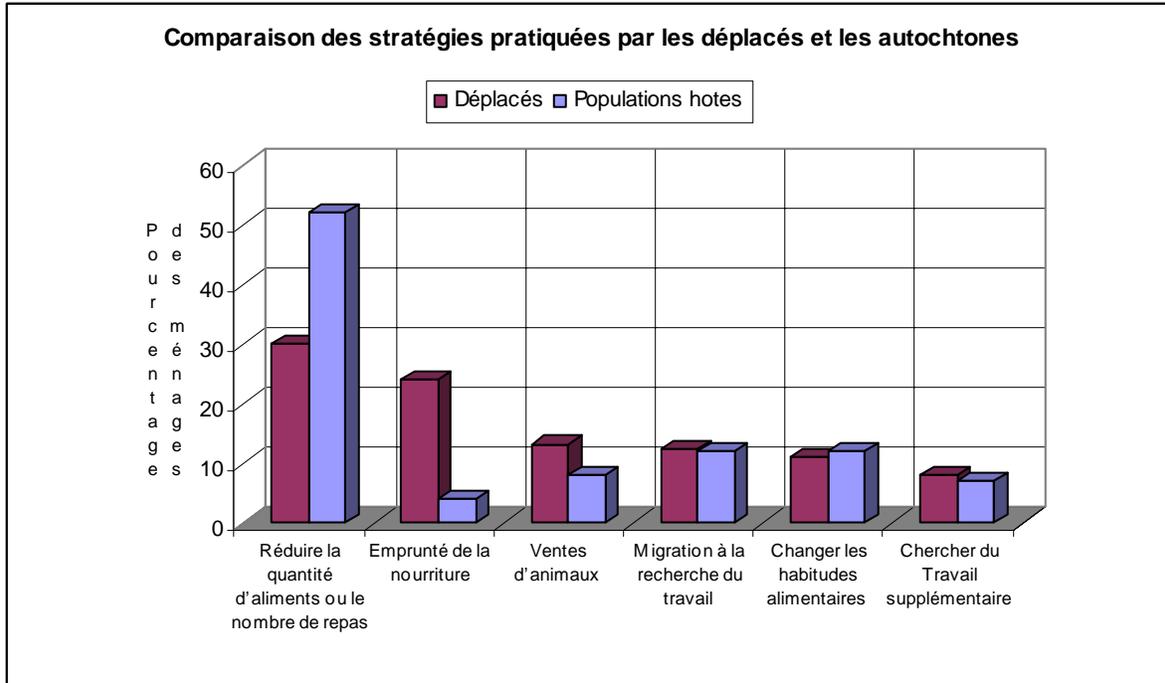
Pour les populations hôtes, les chocs ayant le plus eu un effet négatif sur leur situation alimentaire sont : insécurité/violence/combat (42% des ménages), afflux de personnes déplacés (23%), sécheresse (20%), vols (8%) et enfin afflux d'autres troupeaux (5%).

Sur l'ensemble de l'échantillon, le premier choc est identique aux deux populations hôtes comme déplacés, à savoir l'insécurité et les combats. Le vol et la sécheresse sont aussi des chocs subis par les deux populations. Les autres chocs ne sont pas identiques.

Graphique 9 : Comparaison des chocs subis par les déplacés et les populations hôtes



Les principales stratégies utilisées pour faire face aux difficultés alimentaires sont presque identiques entre déplacés et populations hôtes : Réduire la quantité d'aliments ou le nombre de repas (30% chez les déplacés contre 52% pour les populations hôtes), ventes d'animaux (13.2% contre 8%), migration à la recherche du travail (12.3% contre 12%), changer les habitudes alimentaires (11% contre 12%), et enfin chercher du travail supplémentaire (8% contre 7%). Seule la stratégie consistant à emprunter de la nourriture présente une forte différence entre ces populations. En effet, 24% des déplacés font recours à cette stratégie contre 4% chez les populations hôtes.

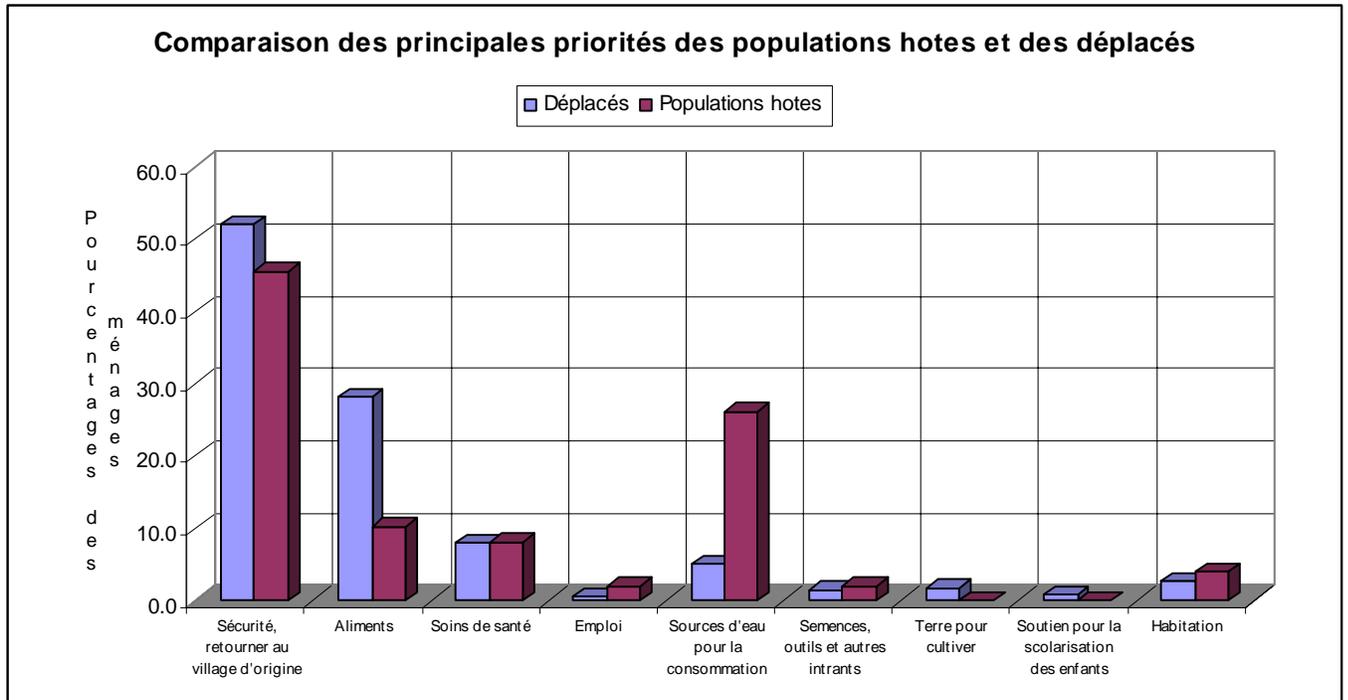
Graphique 10 : Comparaison des stratégies pratiquées par les déplacés et les populations hôtes

Dans les sites de Gassiré, Goungour, Goz Bagar et Ideter plus de 40% des ménages pratiquent la réduction de la quantité d'aliments ou du nombre de repas pour faire face aux difficultés alimentaires. Le changement des habitudes alimentaires est fortement utilisé dans les sites où les populations viennent de plus de 10 km de leur village d'origine. C'est le cas de l'ensemble des sites du département du Salamat (Ideter, kerfi, Badiné, Al kouk, Ardo).

Les stratégies telles que la vente de bien de productions ou domestiques, envoyer les enfants vivre chez les parents sont faiblement utilisées. Elles sont pratiquées par moins de 2% des ménages.

5.4.2 – Principales priorités des populations

Sur l'ensemble de l'échantillon, la principale priorité actuelle des déplacés et des populations hôtes est la "sécurité/retour au village d'origine". En effet 52% des déplacés et 45.5% des populations hôtes souhaiteraient un rapide retour des déplacés dans leurs villages d'origine ainsi que la sécurisation de leur hinterland. Cette priorité est suivie par l'aide alimentaire pour les déplacés (28.1%), quant aux populations hôtes la seconde priorité est l'eau potable (26.2%). Les soins de santé constituent la troisième priorité des déplacés alors qu'il n'est que la quatrième priorité des populations hôtes. Il faut signaler que l'aide alimentaire constitue la troisième priorité des populations hôtes (10.2%). Le graphique ci-dessous donne une comparaison des principales priorités des déplacés et des populations hôtes.

Graphique 11 : Comparaison des principales priorités des déplacés et des populations hôtes

Les principales priorités des déplacés et des populations hôtes sont essentiellement tournés vers la satisfaction des principaux besoins socio-économiques de base notamment, l'alimentation, la santé, l'eau et l'habitat. La satisfaction des besoins essentiels de base (nourriture, santé, eau, habitat) reste actuellement le principal défi à relever par les agences humanitaires ainsi que les ONGs sur l'ensemble des sites des déplacés.

L'alimentation ainsi que la sécurité reste les principales priorités sur l'ensemble des sites. La santé est surtout réclamée au niveau des sites du Salamat (Ideter, kerfi, Badiné, Al kouk, Ardo) et à Dogdoré. Quant à l'eau potable, bien qu'elle reste d'actualité, elle n'est pas une priorité pour les sites de Mouray (Al Kouk, Ardo, Badiné) et Habilé. Elle est faiblement réclamée aussi à Koloma, Goz Bagar et Gassiré. L'habitat reste une priorité sur l'ensemble des sites, bien qu'elle ne figure qu'en sixième position des priorités actuelles des déplacés.

6 – Santé & Nutrition

La situation nutritionnelle est encore stable en général, mais reste préoccupante sur certains sites. En effet, un dépistage (**périmètre brachial**) a été effectué sur l'ensemble des sites. Ce dépistage a touché 1,165 enfants de 6 à 59 mois dont 284 provenant des populations hôtes. Pour maximiser la qualité de données, seuls deux nutritionnistes étaient chargés de la collecte des données de périmètre brachial.

Contrairement à ce qui existe pour l'indice poids pour taille, il n'y a pas de seuils internationalement définis et acceptés pour caractériser la situation nutritionnelle d'une population évaluée par le périmètre brachial, La caractérisation faite ci-dessous est basé sur le seuil défini pour l'indicateur poids pour taille et doivent donc être conféré avec quelque réserve.

Les résultats globaux donnent 8.8% de malnutrition aigue globale (rouge), 22.1% sont à risque (jaune) et 69.2% qui ne sont pas affectés par la malnutrition aigues (vert). L'analyse des données site par site permet de distinguer 3 catégories de sites (cf. tableau ci dessous) :

1. Sites ou la situation nutritionnelle est considérée comme normale car le nombre de rouge reste inférieur à 5% : Goz Bagar ;
2. Sites ou la situation nutritionnelle est considérée comme stable, le nombre de rouge est compris entre 5 et 10%: Mouray (Al kouk, Ardo, Badiné), Dogdoré, Goungour, Gouroukoun, Habilé, Ideter, Koloma, Koubigou, Villages hôtes (populations hôtes) ;
3. Sites ou la situation nutritionnelle est considérée comme préoccupante, le nombre de rouge est compris entre 10 et 15%: Aradib, Gassiré, Kerfi et enfin Marena/Thiéro;

Le tableau suivant donne les résultats du dépistage exhaustif effectué lors de notre passage en pourcent.

Tableau 5 : Résultats du dépistage exhaustif de la malnutrition (%)

Nom du site	Nombre d'enfants enquêtés	Rouge	Jaune	Vert
Mouray (Al Kouk, Ardo, Badiné)	52	8.5	14.3	77.2
Aradib	69	11.6	14.5	73.9
Dogdore	50	10.0	16.0	74.0
Gassire	85	14.1	30.6	55.3
Goungour	60	6.7	11.7	81.7
Gouroukoun	80	6.3	18.8	75.0
Goz Bagar	54	0.0	27.8	72.2
Habile	94	7.4	28.7	63.8
Ideter	41	7.3	29.3	63.4
Kerfi	44	13.6	15.9	70.5
Koloma	106	6.6	22.6	70.8
Koubigou	45	8.9	20.0	71.1
Marena Tiero	66	12.1	30.3	57.6
Villages d'accueils	319	9.1	21.6	69.3
Moyenne		8.8	22.1	69.2

Sur l'ensemble de l'échantillon, durant les deux semaines précédant l'enquête, 35.8% des enfants de 6 à 59 mois ont eu la diarrhée dont 10.3% avec du sang. Cette situation est plus préoccupante dans les sites où l'accès à l'eau potable est très difficile (Aradib 42%, Dogdoré 50%, Gassiré 44.4%, Kerfi 53.8%, Koubigou 44.8%, Goungour 47,6%). Sur la même période 47.3% des enfants enquêtés ont eu la fièvre, et 41,2% la toux avec des difficultés respiratoires.

Il faut noter que dans la majorité des sites, les enfants sont exposés aux intempéries (soleil, vent de sable, froid), au manque d'hygiène (pas d'équipements domestiques, ni de savon, encore moins d'eau potable sur certains sites et villages d'accueil). Même si l'eau potable est disponible dans certains sites, sa conservation pose problème.

7 – Autres assistance humanitaire

7.1 – Assistance alimentaire aux déplacés et populations hôtes

Sur le plan alimentaire, les déplacés ont pu bénéficier de l'appui d'abord des populations hôtes ensuite du PAM et enfin du gouvernement Tchadien. Depuis le début du conflit, le PAM a eu à assister environ 107,158 personnes dont 10,200 populations hôtes avec 2,500 tonnes de vivres.

Le gouvernement Tchadien aurait assisté à ce jour 53,000 déplacés avec 1,525 tonnes de vivres (source : Ministère de la solidarité).

Il n'a pas été possible de quantifier l'aide alimentaire des populations hôtes en faveur des déplacés. Le tableau ci-dessous donne les sites ayant bénéficié de l'assistance du PAM.

Tableau 6 : Populations ayant bénéficié de l'aide alimentaire depuis juillet 2006

	Nombre de distributions	Déplacés	Populations Hôtes	Vivres (tonnes)
Allacha	2	4,896	1,619	237
Borota	2	4,007	2,404	268
Goungour	2	6,441	1,325	304
Goz Bagar	1	1,120	-	14
Dogodoré	2	7,456	2,000	254
Koloye	1	5,450	854	189
Gouroukoun	2	10,185	-	266
Goz Beida	1	7,779	-	27
Habilé	2	8,935	-	156
Koubigou	2	2,510	-	96
Sanour	2	477	-	15
Am Timan (Ideter)	1	1,500	-	21
Gassiré	1	11,800	-	134
Dogdoré	Fév. 2007	24,400	2,000	420
Total		96,956	10,202	2,401

7.2 – Assistance non alimentaire

Les agences humanitaires en l'occurrence le HCR, l'UNICEF, le CICR, MSF et INTERSOS ont eu à fournir différents articles non alimentaires aux populations déplacés en fournissant des bâches (UNHCR) et des articles à usage domestique à savoir les ustensiles de cuisines, les moustiquaires, les couvertures, les nattes, et des produits d'entretien (savon et autres) etc.

Les déplacés bénéficiaires de ces équipements non alimentaires sont ceux des sites de :

- Gouroukoun, 2,505 ménages ont reçu des couvertures et de moustiquaires ;
- Koubigou, environ 628 ménages ont bénéficié du HCR et de l'UNICEF des kits de couvertures et de moustiquaires;
- Koloma, 1,590 ménages ont reçu des kits de "water family" et de couvertures ;
- Habilé, 2,000 ménages ont reçu en novembre 2006, les mêmes articles que le site de Koloma;
- Koloye, 1,400 ménages ont reçu de kit complet;
- Dogdoré, 500 nattes ont été distribuées ;
- Gassiré, 5,000 ménages ont eu des nattes (5,000), 2,500 des bâche, 6,308 des couvertures et 2,500 de bidons pour le transport/ conservation de l'eau ;
- Ideter a bénéficié en décembre 2006 des bâches, de couvertures, de jerricanes et du savon pour 207 ménages;
- Goz Bagar, 2,250 ménages ont reçu des moustiquaires, couvertures, bâches nattes et des seaux ;
- Goudiang, 310 ménages ont reçu des nattes, couvertures, jerricanes, savons, bâches et seaux.

L'annexe 2 donne en détails les différents articles non alimentaires reçus par les déplacés.

8 – Conclusions et Recommandation

A la lumière de ce qui précède plusieurs constats sont à faire :

1. La disponibilité et l'accessibilité alimentaire commencent à poser de sérieux problèmes aux déplacés ainsi que les villages d'accueil. Ces villages ont vu leur population augmenter brusquement et ne peuvent plus faire face à la demande en disponibilité alimentaire. Il est à craindre un déstockage précoce des stocks paysans et/ou l'utilisation des stocks de semences pour faire face à la situation alimentaire et une augmentation des prix des céréales;
2. La situation nutritionnelle est encore stable, mais elle pourrait se détériorer si les difficultés alimentaires perdurent de même que si aucune initiative n'est prise pour résoudre les problèmes d'accès à l'eau potable et aux structures de santé aussi bien dans les sites des déplacés que dans les villages d'accueil ;
3. Le manque d'équipements domestiques et agricoles constitue un handicap et contribue à la précarité ;
4. les stratégies alimentaires considérées comme néfastes sont fortement utilisées (diminution de la quantité et de la qualité des repas, emprunt de nourriture,...);
5. Le déstockage du bétail est effectif sur l'ensemble de l'échantillon ; il existe même des cas de décapitalisation du bétail ;
6. L'eau potable est aussi un véritable calvaire pour les populations hôtes comme pour les déplacés;
7. Les abris en paille et/ou tiges de mil seront inefficaces d'ici le début de la saison des pluies.

Au regard de ces constats, il est recommandé ce qui suit :

1. Pour les déplacés

- a. Profiling de l'ensemble des sites de déplacés, afin d'avoir un consensus sur les chiffres ;
- b. Distribution générale de vivres selon la matrice en annexe sur l'ensemble des sites ;
- c. Distribution générale d'articles non alimentaires (équipements domestiques et agricoles) sur l'ensemble des sites ;
- d. Evaluation des disponibilités de terres cultivables dans les villages d'accueil;
- e. Mise à la disposition des déplacés des terres cultivables (accès) ;
- f. Mise en place de projets de protection des semences en trois phases : en début de campagne agricole, milieu de campagne agricole et en fin de campagne agricole;
- g. Développement des cultures de contre saison là où il est possible de le faire (le long des ouadis, autour des point d'eau : lacs, bassins de rétention et forages) ;
- h. Appuis semenciers pour les ménages les plus vulnérables ;
- i. Renforcement du système sanitaire existant ;
- j. Renforcement du système de clinique mobile sur l'ensemble des sites ;
- k. Renforcement/amélioration des systèmes d'approvisionnement en eau potable existants, construction de forages dans les sites ou aucun système n'est encore opérationnel ;
- l. Renforcement des abris par un apport en bâches pour faire face aux intempéries;
- m. La construction de latrines sur l'ensemble des sites.

2. Pour les populations des villages d'accueil

- a. La mise en place de projets de protection des semences;
- b. La fourniture des matériels agricoles;
- c. Le rétablissement de la sécurité dans les zones des cultures pluviales et maraîchères;
- d. Le développement de projet de protection de l'environnement et de désenclavement des villages;
- e. Le renforcement du système sanitaire existant;
- f. L'élargissement des cliniques mobiles aux villages d'accueil sans infrastructures sanitaires;
- g. Faciliter l'accès des populations hôtes aux centre de nutrition thérapeutique et supplémentaire;
- h. Le renforcement et l'amélioration des systèmes d'approvisionnement en eau potable existants.

9 – Annexe 1

LISTE DES SITES DES IDPS, LEUR NOMBRE ET LES BESOINS D'ASSISTANCE ALIMENTAIRE

Département	Localisation		Nombre de personnes	Evaluation VAM	Situation alimentaire	Besoins d'assistance	Proposition de type d'assistance
	SP	Site d'accueil					
ASSOUNGA	Hadjer Hadid	Goz Bagar, Goudiang	12,000	Oui	La situation alimentaire est acceptable. Une bonne partie des déplacés a pu sauver leur récolte. Le gouvernement a distribué des vivres au mois de février 2007.	Ces déplacés auront besoins d'aide alimentaire à partir du mois d'Avril 2007 jusqu'à la prochaine récolte 6 mois	<ul style="list-style-type: none"> 3 mois de ration complète (Avril – Juin) ; 3 mois de ration de protection des semences / FFW (à partir de juillet 2007).
		Alacha - alentours	Site Vide	Oui			
	Adre	Adre/Mahardjan	120	Oui	Ces personnes ne sont pas des déplacés, mais leur quartier a été détruit lors de l'attaque de la ville d'Adre en début Février		Voir la possibilité de collaboration avec MSF pour l'Ouverture du CNT/CNS
	Borota	Borota	Site Vide	Oui			
		Goungour	3,500	Oui	La situation alimentaire est acceptable. La majorité des déplacés ont intégré la population locale, ils sont là depuis l'année dernière. Il n'y a pas de nouveaux déplacés.	Besoin de ration de protection des semences à partir de Juin 2007	<ul style="list-style-type: none"> 3 mois de ration de protection des semences (à partir de juillet 2007).
SILA	Ade	Ade	10,000	SITE NON VISITE			
		Dogdore/Tour	23,800	Oui	Ce site compte 6,500 nouveaux déplacés qui se trouvent dans une situation alimentaire très difficile. La situation alimentaire des anciens déplacés au nombre de 17,800 est aussi précaire. Le PAM a distribué une ration de protection des semences en février 2007.	Ces déplacés ont besoins d'une prise en charge jusqu'à la prochaine récolte. Les rations distribuées en février sont insuffisantes, pour couvrir les besoins alimentaires. La situation nutritionnelle pourrait se dégrader s'il n'y a pas une augmentation de cette ration du point de vue quantité et des commodités. Cette zone sera inaccessible en saison pluvieuse.	<ul style="list-style-type: none"> 3 mois de ration complète (Avril – Juin 2007) ; 3 mois de ration de protection des semences/FFW (à partir de Juillet 2007).
	Koukou-Angarana	Marena / Tiero	4,500	Oui	La situation alimentaire est précaire. Une partie des déplacés a pu sauver sa récolte. Cependant, ils se sont déplacés à plusieurs reprises ce qui aurait occasionné des pertes de bien.	Ces déplacés auront besoins d'aide alimentaire à partir du mois de Mars 2007 jusqu'à la prochaine récolte. Cette zone sera inaccessible en saison pluvieuse.	<ul style="list-style-type: none"> 3 mois de ration complète (Avril – Juin 2007) ; 3 mois de ration de protection des semences/FFW (à partir de juin 2007).

		Habile / Aradib	11,300	Oui	Dans ces deux sites la situation alimentaire est acceptable. Le gouvernement a fait une distribution de vivre en janvier 2007 permettant de couvrir les besoins alimentaires céréaliers pour 3 mois.	Ces personnes auront besoins d'aide alimentaire à partir Avril 2007.	<ul style="list-style-type: none"> • 3 mois de ration (Avril – Juin) ; • 3 mois de ration de protection des semences (à partir de Juillet 2007).
	Goz Beida	Gouroukoun	10,200	Oui	Situation alimentaire précaire	Besoins d'assistance alimentaire actuellement	<ul style="list-style-type: none"> • 3 mois de ration Complète (Avril – Juin) ; • 3 mois de ration de protection des semences (à partir de Juillet 2007).
		Koubigou, Kerfi	6,000	Oui	Situation alimentaire précaire	Besoins d'assistance alimentaire actuellement	<ul style="list-style-type: none"> • 3 mois de la ration complète (Avril – Juin) ; • 3 mois de ration de protection des semences (à partir de Juillet 2007).
		Gassiré	11,800	Oui	Situation alimentaire précaire	Besoins d'assistance alimentaire actuellement	<ul style="list-style-type: none"> • 3 mois de ration complète (Avril – Juin) ; • 3 mois de ration de protection des semences (à partir de Juillet 2007).
		Goz Beida (Koloma)	7,500	Oui	Situation alimentaire bonne. Le gouvernement a distribué 4 mois de rations céréaliers.	Ces personnes auront besoins d'assistance alimentaire à partir de Mai 2007.	<ul style="list-style-type: none"> • 2 mois de ration complète (Mai – Juin) ; • 3 mois de ration de protection des semences (à partir de Juillet 2007).
BAHR AZOUM	AM Timan	Am Timan (IDETER)	1,500	Oui	Situation alimentaire acceptable ; Le PAM ainsi que le gouvernement ou fait des distributions de vivres.	Ces personnes auront besoins d'assistance alimentaire à partir de Avril 2007.	6 mois de ration complète (Avril – Septembre 2007) ;
		Maka	500	Oui	Maka est un village brûlé par les agresseurs, les populations ont tous perdu. Ils sont cependant restés dans le village et essaient de reconstruire leur case.	Ces personnes ont actuellement besoin d'aide alimentaire, mais ils ne sont pas des déplacés.	6 mois de ration complète (mars – Septembre 2007) ;

	Mouray	Badiné	225	Oui	Situation alimentaire précaire	Besoins d'assistance alimentaire actuellement	<ul style="list-style-type: none"> • 3 mois de ration complète (Avril – Juin) ; • 3 mois de ration de protection des semences (à partir de Juillet 2007).
		Ardo	800	Oui	Situation alimentaire précaire	Besoins d'assistance alimentaire actuellement	<ul style="list-style-type: none"> • 3 mois de ration complète (Avril – Juin) ; • 3 mois de ration de protection des semences (à partir de Juillet 2007).
		Al Kouk	1,000	Oui	Situation alimentaire précaire	Besoins d'assistance alimentaire actuellement	<ul style="list-style-type: none"> • 3 mois de ration complète (Avril – Juin) ; • 3 mois de ration de protection des semences (à partir de Juillet 2007).
TOTAL			104,800				